



ADMINISTRATION COMMUNALE DE FOREST
GEMEENTEBESTUUR VORST

CONSEIL COMMUNAL DU 21 AVRIL 2020
GEMEENTERAAD VAN 21 APRIL 2020

PROCÈS VERBAL
PROCES-VERBAAL

Présents
Aanwezig

Séverine De Laveleye, *Président/Voorzitter* ;
Stéphane Roberti, *Bourgmestre/Burgemeester* ;
Charles Spapens, Mariam El Hamidine, Ahmed Ouartassi, Alain Mugabo Mukunzi, Françoise Père,
Maud De Ridder, Saïd Tahri, Fatima El Omari, Esmeralda Van den Bosch, *Échevin(e)s/Schepenen* ;
Marc-Jean Ghysseles, Marc Loewenstein, Nadia El Yousfi, Laurent Hacken, Magali Plovie, Alitia Angeli,
Evelyne Huytebroeck, Denis Stokkink, Cédric Pierre, Stéphanie Koplwicz, Simon De Beer, Isabelle
Lukebamoko-Maduda, Anne Rakovsky, Catherine Beauthier, Nabil Boukili, Caroline Dupont, Christophe
Borcy, Valérie Michaux, Alexander Billiet, Mustapha Al Masude, Samir Ahrouch, Xavier Jans, Michael
Van Vlasselaer, Yves Roland, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden* ;
Betty Moens, *Secrétaire communale/Gemeentesecretaris*.

Excusés
Verontschuldigd

Dominique Goldberg, Fatima Abbach, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden*.

Ouverture de la séance à 19:30
Opening van de zitting om 19:30

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

La séance se tient via l'application Teams.

De zitting vindt plaats via de toepassing Teams.

Monsieur Ouartassi est désigné par le sort pour voter le premier aux votes par appel nominal.

De heer Ouartassi wordt bij loting aangeduid om als eerste te antwoorden bij stemmingen bij naamafroeping.

Monsieur Loewenstein demande d'intervenir sur l'ordre des travaux de ce conseil :

- Comme demandé par email envoyé il y a 2 jours, pourriez-vous modifier l'OJ du conseil et aborder les 3 points relatifs aux MB ensemble et dans l'ordre des modifications, à savoir les points 2, 14 et 7. On gagnera ainsi en temps et en cohérence.
- Pourriez-vous par ailleurs vérifier si les documents budgétaires ont bien été envoyés dans les délais conformément à l'article 23 de notre Règlement d'ordre intérieur ?

Le Bourgmestre fait le point sur les actions entreprises par la commune dans le cadre de la crise du Covid-19.

Il remercie le personnel pour son engagement et sa capacité d'adaptation.

Monsieur Pierre-De Permentier remercie le collègue et le personnel et veut connaître la situation au

niveau des écoles et interroge le Bourgmestre sur l'Arrêté pris le 7 avril.

Monsieur Hacken se joint aux remerciements . Il estime que la crise est bien gérée au niveau de notre commune. Il s'interroge sur les présences dans les espaces verts, se demande si on envisage d'instaurer des voiries apaisées sur le territoire de la commune, et quid de l'application des pouvoirs spéciaux au niveau des commerces ? Il veut aussi en savoir plus sur la grève de la police du 10 avril.

Monsieur Loewenstein :

J'aimerais tout d'abord, au nom du groupe DÉFI, marquer mon soutien et ma reconnaissance envers le personnel communal, avec une pensée particulière pour le personnel de première ligne mais également pour le personnel du Val des Roses qui vit des moments particulièrement éprouvants. Le bourgmestre a abordé des mesures de protection au bénéfice du personnel communal. J'aurais aimé savoir ce qui était prévu pour le personnel de police qui est en contact direct avec la population.

Au niveau du respect de la distanciation sociale, des plaintes et témoignages nous remontent en particulier au niveau du parc Duden, et elles viennent de toutes parts, de promeneurs incommodés par des chiens sans laisse ou des coureurs qui passent trop près d'eux, des propriétaires de chiens qui regrettent de ne pouvoir laisser gambader leurs chiens, de promeneurs pour non-respect de la distanciation sociale... Vous avez dit que les consignes sont difficiles à faire respecter par la police et les gardiens de la paix. Il nous paraît néanmoins important, en cette période exceptionnelle, d'intensifier les contrôles, non pas pour le plaisir de verbaliser mais pour préserver la santé de tous. Le partage de l'espace public est souhaité bien entendu. Il est important que chacun puisse s'oxygéner et se dépenser. Il est aussi important de respecter les autres et respecter la distanciation sociale, en particulier lorsque l'on croise des personnes à mobilité réduite, des personnes âgées, des parents avec poussettes... Ce n'est pas à ces derniers à dévier de leur trajectoire mais aux plus mobiles de leur laisser l'espace suffisant pour passer.

Vous avez par ailleurs abordé certaines mesures dans votre introduction mais pas celle communiquée dans la presse en fin de journée concernant la mise en zone 20 des alentours du parc Duden et, plus particulièrement, de la chaussée de Bruxelles entre la rue du Mystère et la rue du Melon. Qu'est-ce qui a motivé ce choix ? Est-ce que d'autres voiries sont concernées autour du parc Duden ? Il est précisé dans l'article que d'autres voiries pourraient passer à 20 si des Forestois le demandaient. Selon quelles modalités ? Combien de personnes doivent en faire la demande ? Avez-vous d'autres voiries en tête ? Comment concilier cette mesure avec la procédure de déconfinement qui va être mise sur pied dans les prochaines semaines ? Comment allez-vous communiquer et informer la population ? Comment allez-vous faire appliquer cette zone 20 ?

Madame Plovie : remercie le collègue et le personnel communal . Elle dit qu'il faut une attention particulière pour les personnes les plus vulnérables (personnes âgées, enfants, les personnes sans-abris...). Elle dit qu'il faut continuer le travail afin de garder un contact avec l'ensemble de ces groupes.

Nous pouvons nous féliciter de la décision de la Région concernant les rues bruxelloises. En effet, dans la crise que nous connaissons, tout ce qui est en lien avec la santé doit être mis en place. Cela touche tous les domaines de notre société dont l'aménagement de la ville. La décision régionale concerne la possibilité de revoir l'espace public pour permettre aux piétons (et aux cyclistes) de circuler dans leur quartier en respectant les règles de distanciation. Or, on sait que l'espace public de notre ville est marqué par une disproportion au profit des voitures, laissant souvent peu de place aux piétons. On sait aussi qu'il est important pour la population de se balader, de s'aérer l'esprit et

de garder le corps en mouvement. Couper la sédentarisation dans laquelle nous nous trouvons et couper le confinement qui pour de nombreux concitoyens se fait dans des endroits exigus, est fondamental tant pour notre santé physique que pour notre santé mentale.

Certains parlent même que cette activité et ces balades dans la ville et la nature pourraient améliorer notre système immunitaire. De multiples villes ont développé des mesures de piétonisation de l'espace public.

Nous attendons donc de la commune qu'elle emboîte le pas vers le concept de slow street, et ce pour le bien-être de la population. Et j'en finirai par une phrase de Véronique Lamquin publié dans le Soir d'aujourd'hui : "La solidarité au temps du corona, c'est aussi le partage de l'espace public".

Madame El Yousfi se rejoint aux remerciements.

Monsieur Roberti répond aux diverses questions :

Il y a une différence entre les masques homologués FFP2 et les masques en tissu. Au niveau du CPAS, une commande de masques FFP2 est en cours. Il est probable qu'il faudra renforcer les collaborations entre l'administration, le CPAS et la police. La commande de masques pour l'administration est en cours et les masques seront distribués selon les priorités fixées par le conseiller en prévention.

La raison pour laquelle l'accueil des enfants ne se fait pas dans un seul bâtiment, c'est pour éviter que les personnes se croisent. Toutes les écoles et crèches restent ouvertes.

La population de la prison a été réduite de 180 à 130 personnes. Cela reste néanmoins énorme quand on sait qu'il n'y a que 44 cellules avec de l'eau courante.

Les plaintes au niveau des espaces verts sont partout identiques. Les gardiens des espaces verts sont présents tous les jours suivant un horaire décalé pour qu'il y ait une présence plus tard le soir. Les tâches des policiers sont concentrées sur le Corona, pour déceler des violences intrafamiliales par exemple.

J'interroge le chef de corps sur le port des masques des policiers.

On respecte les consignes des FAQ.

Chaque commune de la zone a un SPOC pour la police (chefs des cabinets des Bourgmestres).

L'ordonnance répond aux recommandations de BPS, c'est ainsi pour l'ensemble des zones. Il y des associations disponibles pour aider le citoyen à contester les amendes SAC, mais ceci n'est pas une compétence du Bourgmestre.

On envisage d'instaurer des rues à 20 km, l'idée est de commencer par la chaussée de Bruxelles, mais il faut d'abord faire une information aux riverains.

Nous n'appliquons pas les pouvoirs spéciaux à ce stade, le cas échéant, cela passera au prochain conseil. C'est un fait que nos commerces souffrent.

En ce qui concerne la grève de la police, je répondrai à Monsieur Hacken par écrit. Les patrouilles de police passent dans les supermarchés.

La situation évolue continuellement, il faut maintenir une vigilance importante.

En ce qui concerne les zones résidentielles, nous devons aussi tenir compte des avis de police pour veiller au passage des services d'urgence par exemple. La tâche des agents constatateurs est concentrée sur le stationnement afin que les voitures stationnées n'empêchent pas le passage des véhicules d'urgence.

A la demande des conseillers communaux, Monsieur Lonfils fait l'état de la situation au Val des Roses.

De heer Loewenstein vraagt een aanpassing in de volgorde van de werkzaamheden van deze raad:

- Zoals gevraagd per e-mail 2 dagen geleden, zou het mogelijk zijn de agenda van de raad te wijzigen en de 3 punten i.v.m. de begrotingswijzigingen samen te bespreken en in volgorde van wijziging, nl. punt 2, 14 en 7? Zo winnen we tijd en wordt het coherenter.
- Kunt u ook nagaan of de begrotingsdocumenten tijdig zijn verzonden, overeenkomstig artikel 23 van ons huishoudelijk reglement?

De burgemeester geeft een update over de acties die de gemeente heeft ondernomen in het kader van de coronacrisis.

Hij bedankt het personeel voor hun inzet en aanpassingsvermogen.

De heer Pierre-De Permentier bedankt het College en het personeel, en wil de situatie in de scholen kennen. Hij vraagt de burgemeester naar het besluit dat op 7 april is genomen.

De heer Hacken sluit zich aan bij de dankbetuigingen. Hij vindt dat de crisis op het niveau van onze gemeente goed wordt aangepakt. Hij vraagt zich af hoe het zit met de aanwezigheid van wandelaars en sporters in de groene ruimten, vraagt zich af of men van plan is om rustige wegen in te richten op het grondgebied van de gemeente. En hoe zit het met de toepassing van de bijzondere bevoegdheden op het niveau van de bedrijven? Hij wil ook meer weten over de politiestaking van 10 april.

De heer Loewenstein:

In de eerste plaats wil ik namens de DéFI-groep mijn steun en dank betuigen aan het gemeentepersoneel, met speciale aandacht voor het eerstelijns personeel, maar ook het personeel van Val des Roses, dat bijzonder moeilijke tijden doormaakt.

De burgemeester sprak over beschermende maatregelen voor het gemeentepersoneel. Ik had graag willen weten wat er gepland is voor het politiepersoneel dat in direct contact staat met de bevolking. Wat de naleving van de social distancing betreft, komen er klachten en getuigenissen, vooral uit het Dudenpark, en ze komen van alle kanten, van wandelaars die last hebben van honden zonder leiband of van lopers die te dicht bij hen passeren, hondenbezitters die het jammer vinden dat hun hond niet mag rondlopen, wandelaars die de afstanden niet respecteren ... U zei dat de aanbevelingen moeilijk af te dwingen zijn door de politie en de gemeenschapswachten. Toch vinden we het belangrijk om in deze uitzonderlijke tijden de controles op te voeren, niet om zo veel mogelijk pv's uit te schrijven, maar om ieders gezondheid te beschermen.

De openbare ruimte moet eerlijk gedeeld worden. Het is belangrijk dat iedereen ademruimte krijgt en zich kan uitleven. Het is ook belangrijk om respect te hebben voor anderen en om de sociale afstand te respecteren, vooral tegenover mensen met een beperkte mobiliteit, bejaarden, ouders met kinderwagens ... Het is niet aan deze laatsten om af te wijken van hun traject, maar aan de meest mobiele om hun voldoende ruimte te geven om te passeren.

U hebt overigens bepaalde maatregelen aangehaald in uw inleiding, maar niet die welke in de pers werden meegedeeld aan het einde van de dag met betrekking tot de invoering van zone 20 in de omgeving van het Dudenpark en in het bijzonder op de Brusselsesteenweg tussen de Mysterie- en de Meloenstraat. Vanwaar die keuze? Heeft het ook nog betrekking op andere wegen rond het Dudenpark? In het artikel staat dat andere wegen zone 20 kunnen worden als Vorstenaren daarom vragen. Volgens welke modaliteiten? Hoeveel mensen moeten erom vragen? Hebt u nog andere wegen in gedachten? Hoe valt deze maatregel te rijmen met de versoepeling die de komende weken wordt doorgevoerd? Hoe gaat u communiceren en de bevolking informeren? Hoe gaat u deze zone

20 doen toepassen?

Mevr. Plovie bedankt het College en het gemeentepersoneel. Ze zegt dat er speciale aandacht moet gaan naar de meest kwetsbare mensen (ouderen, kinderen, daklozen ...). Ze zegt dat we moeten blijven voortwerken om met al deze groepen in contact te blijven.

We mogen blij zijn met de beslissing van het Gewest over de Brusselse straten. In de huidige crisis moet alles wat met de volksgezondheid te maken heeft, goed toegepast worden. Dat heeft gevolgen voor alle domeinen van onze samenleving, waaronder het stadsleven. De gewestelijke beslissing heeft betrekking op de mogelijkheid om de openbare ruimte zodanig aan te passen dat voetgangers (en fietsers) zich in hun buurt kunnen verplaatsen met inachtneming van de afstandsregels. We weten echter dat de openbare ruimte van onze stad verhoudingsgewijs veel ruimte geeft aan de auto's, waardoor er vaak weinig plaats is voor voetgangers. We weten ook dat het belangrijk is voor mensen om te kunnen wandelen, in beweging te blijven en hun geest wat ruimte te geven. Buiten komen is voor mensen die in appartementen wonen, tijdens deze lockdown van fundamenteel belang, zowel voor de fysieke als de mentale gezondheid.

Sommigen zeggen zelfs dat deze activiteit en wandelingen in de stad en de natuur ons immuunsysteem kunnen verbeteren. Veel steden hebben maatregelen uitgewerkt om de openbare ruimte aan de voetganger terug te geven.

We verwachten dan ook dat de gemeente de stap zet naar het concept van de 'slow street' voor het welzijn van de bevolking. En ik sluit af met een uitspraak van Véronique Lamquin die vandaag in Le Soir verscheen: "Solidariteit in tijden van corona is ook het delen van de openbare ruimte".

Mevrouw El Yousfi sluit zich aan bij de bedankingen.

De heer Roberti beantwoordt de verschillende vragen:

Er is een verschil tussen FFP2-maskers en stoffen maskers. Op het niveau van de OCMW's is er een bestelling van FFP2-maskers aan de gang. Waarschijnlijk moet de samenwerking tussen het gemeentebestuur, het OCMW en de politie worden versterkt. De maskers voor het gemeentebestuur zijn in bestelling en ze zullen worden verdeeld volgens de prioriteiten die door de preventieadviseur zijn vastgesteld.

De reden waarom de opvang van kinderen niet in één gebouw plaatsvindt, is om te voorkomen dat mensen elkaar kruisen. Alle scholen en kinderdagverblijven blijven open.

De gevangenisbevolking is teruggebracht van 180 naar 130 mensen. Dit is nog steeds enorm als je bedenkt dat er slechts 44 cellen met stromend water zijn.

De klachten over de groene ruimten zijn overal hetzelfde. De bewakers van de groene ruimtes zijn elke dag aanwezig, volgens een specifiek uurrooster zodat er later op de avond ook nog bewakers aanwezig zijn. De taken van de politieagenten zijn toegespitst op corona, bijvoorbeeld het opsporen van intrafamiliaal geweld.

Ik vraag de korpschef naar het dragen van mondkmaskers door politieagenten.

We volgen de aanbevelingen van de FAQ.

Elke gemeente van de zone heeft een SPOC voor de politie (kabinetschefs van de burgemeesters). De verordening voldoet aan de aanbevelingen van BPV en is dus voor alle zones gelijk. Er zijn verenigingen beschikbaar om de burger te helpen bij de betwisting van GAS-boetes, maar dat is geen bevoegdheid van de burgemeester.

Er zijn plannen om straten op 20 km/u te brengen; het idee is om te beginnen met de Brusselsesteenweg, maar eerst moeten de omwonenden geïnformeerd worden.

Wij passen de speciale bevoegdheden in dit stadium niet toe en zullen het zo nodig aan de volgende

raad voorleggen. Het is een feit dat onze handelaars lijden.

Wat de politiestaking betreft, zal ik de heer Hacken schriftelijk antwoorden. Politiepatrouilles passeren in de supermarkten.

De situatie verandert voortdurend, dus we moeten uiterst waakzaam blijven.

Wat de woonerven betreft, moeten we ook rekening houden met het advies van de politie, bv. om ervoor te zorgen dat de hulpdiensten erdoor kunnen. De taak van de vaststellers is gericht op het parkeren, zodat geparkeerde auto's de doorgang van de hulpdiensten niet belemmeren.

Op verzoek van de gemeenteraadsleden brengt de heer Lonfils verslag uit over de situatie in Val des Roses.

TRAVAUX PUBLICS - OPENBARE WERKEN

Revitalisation des quartiers - Wijkcontracten

- 1 Revitalisation des quartiers – ABY & Contrat de Quartier Durable Abbaye – Opération 3.5 « Pôle Culturel ABY » - Acquisition pour cause d'utilité publique d'un bien sis chaussée de Bruxelles 18-20 - Approbation des modalités d'acquisition - Adaptation.**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale ;

Vu l'Ordonnance organique de la revitalisation urbaine de la région de Bruxelles-Capitale du 6 octobre 2016 ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif aux Contrats de quartier durable du 24 novembre 2016 ;

Vu le courrier du 16 juin 2017 du Ministre-Président du Gouvernement de la région de Bruxelles-Capitale Rudi Vervoort approuvant la modification de programme n°3 du CQDAbbaye telle qu'approuvée par le Conseil communal ;

Considérant l'opération 3.5 « Pôle culturel ABY » dudit programme modifié portant sur la reconversion complète du site de l'Abbaye de Forest en un « pôle culturel » ;

Considérant que l'opération 3.5 « Pôle culturel ABY » envisage, dans le cadre de cette reconversion, l'acquisition d'un immeuble sis chaussée de Bruxelles 22-24 cadastré sous Forest, 2^{ème} Division, Section C, N°55V pour une contenance de 1 are 46 centiares « afin d'accroître le potentiel constructible du pôle culturel » ;

Considérant l'immeuble sis à Forest, chaussée de Bruxelles 18-20, cadastré sous Forest, 2^{ème} Division, Section C, N°55 W pour une contenance de 01 are 78 centiares, mitoyen à l'immeuble sis chaussée de Bruxelles 22-24 évoqué au point précédent ;

Considérant que l'acquisition du bien susmentionné, situé en zone de mixité au PRAS, permettrait d'accroître significativement le potentiel de construction neuve du projet ABY qui est fortement limité en raison de l'affectation au PRAS de la majeure partie du site de l'Abbaye en « zone de parc » ;

Vu la décision du Conseil communal du 20 février 2018 :

- *D'autoriser le Collège des Bourgmestre et échevins, représenté par le Bourgmestre ou l'échevin délégué ainsi que la Secrétaire communale, à remettre une offre dans le cadre d'une négociation amiable en vue de l'acquisition de gré à gré de l'immeuble sis à Forest, Chaussée de Bruxelles 18-20, cadastré sous Forest, 2^{ème} Division, Section C, N°55 W pour une contenance de 01 are 78 centiares;*
- *De limiter le montant maximum de l'offre à l'estimation du bien établie en date du 14 décembre 2017 par Monsieur Nicolas Lebrun – expert géomètre – mandaté par la Commune ;*
- *De financer la dépense par un emprunt à charge de la Commune ;*
- *De poursuivre la recherche subventionnement auprès de la FWB en application du décret du 17.07.2002 relatifs à l'octroi de subventions aux collectivités locales pour les projets d'infrastructures culturelles et/ou dans le cadre des accords de coopération Beliris ;*

Vu la circulaire 2015/14 du 22 décembre 2015 du Service Public Régional de Bruxelles – Bruxelles Pouvoirs Locaux relative à l'acquisition ou l'aliénation d'un droit de propriété ou de droits réels relatifs aux biens immeubles, particulièrement la section II.2.d. qui précise:

« Dans le cadre d'une procédure d'expropriation ou lors de l'acquisition de « biens expropriables », les communes peuvent attribuer une indemnité de emploi, intégrée au montant de l'estimation établi par le CAIR[...] » ;

Vu également l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif aux Contrats de quartier durable du 24 novembre 2016 qui précise en son chapitre 2, Art.2 §3:

- *« Les actes permettant la réalisation des opérations immobilières visées à l'article 21, alinéa 1^{er}, 1° de l'ordonnance, sont :*
- *1° [...]*
- *2° les frais d'acquisition de droits réels sur les biens immeubles ou parties de biens immeubles y compris le prix d'acquisition, les indemnités de emploi dans le cadre d'une acquisition de gré à gré et l'ensemble des indemnités et frais octroyés par le juge dans le cas d'une acquisition par expropriation »;*

Vu la délibération du Conseil Communal en date du 3 juillet 2018 décidant entre autre :

- *D'autoriser le Collège des Bourgmestre et échevins, représenté par le Bourgmestre ou l'échevin délégué ainsi que la Secrétaire communale, à remettre une offre dans le cadre d'une négociation amiable en vue de l'acquisition de gré à gré de l'immeuble sis à Forest, Chaussée de Bruxelles 18-20, cadastré sous Forest, 2^{ème} Division, Section C, N°55 W pour une contenance de 01 are 78 centiares;*
- *De limiter le montant maximum de l'offre à l'estimation du bien établie en date du 14 décembre 2017 par Monsieur Nicolas Lebrun – expert géomètre mandaté par la Commune, majoré de l'indemnité de emploi correspondante ;*

Considérant que la durée de validité du rapport d'estimation réalisé par Monsieur Nicolas Lebrun – expert géomètre – mandaté par la Commune, daté du 14 décembre 2017 a une durée de validité d'un an ;

Considérant la mise à jour du rapport d'estimation datée du 13 septembre 2019 ;

Considérant dès lors qu'il y a lieu d'adapter le montant maximum de l'offre à remettre dans le cadre d'une négociation amiable en vue de l'acquisition de gré à gré du bien concerné au montant de l'estimation mise à jour en date du 13 septembre 2019 par Monsieur Nicolas Lebrun, majorée du montant de l'indemnité de remplacement correspondante ;

Considérant que, dans le cadre de l'acquisition concernée et de la libération des lieux dans des délais compatibles avec les échéances du projet ABY, la rupture anticipée de baux commerciaux est à négocier en contrepartie d'indemnités de départ ;

Considérant que les crédits permettant l'acquisition de l'immeuble susmentionné et les frais inhérents à cette acquisition sont inscrits à l'article des dépenses au 9307/712-60/84 « Achats de bâtiments et monuments en cours d'exécution » du budget extraordinaire 2020 ;

Considérant la demande soumise au Conseil Communal du 21 avril 2020 d'approuver la modification du budget extraordinaire 2020 relative aux frais d'indemnités ;

Considérant que les crédits permettant le paiement des indemnités seront mis à l'article 9307/512-55/84 « Dédommagement extraordinaire aux entreprises » du budget extraordinaire 2020 ;

Considérant que l'ensemble des dépenses relatives à cette acquisition, à savoir le montant d'acquisition, les frais inhérents à l'acquisition ainsi que les indemnités de départ pour les locataires ne pourront dépasser le montant de l'estimation du bien établie en date du 13 septembre 2019 par Monsieur Nicolas Lebrun – expert géomètre – mandaté par la Commune, majorée de l'indemnité de remplacement correspondante ;

Considérant que l'acquisition du bien concerné peut faire l'objet d'une demande de subvention, à hauteur de 70% de la dépense, auprès de la Fédération Wallonie-Bruxelles en application du décret du 17.07.2002 relatifs à l'octroi de subventions aux collectivités locales pour les projets d'infrastructures culturelles ;

DECIDE :

(Sous réserve d'approbation de la modification budgétaire 2020 par le Conseil Communal et par la Tutelle Régionale)

D'autoriser le Collège des Bourgmestre et échevins, représenté par le Bourgmestre ou l'échevin délégué ainsi que la Secrétaire communale, à remettre une offre dans le cadre d'une négociation amiable en vue de l'acquisition de gré à gré de l'immeuble sis à Forest, Chaussée de Bruxelles 18-20, cadastré sous Forest, 2^{ème} Division, Section C, N°55 W pour une contenance de 01 are 78 centiares;

De limiter le montant maximum d'acquisition, à savoir le montant de l'offre majoré des indemnités de remplacement et/ou de départ, à l'estimation du bien établie en date du 13 septembre 2019 par Monsieur Nicolas Lebrun – expert géomètre mandaté par la Commune - majoré de l'indemnité de remplacement correspondante ;

ET AU CAS OÙ L'OFFRE DE LA COMMUNE SERAIT ACCEPTEE PAR LE PROPRIETAIRE

D'approuver l'acquisition pour cause d'utilité publique du bien sis Chaussée de Bruxelles 18-20, cadastré sous Forest, 2^{ème} Division, Section C, N°55 W pour une contenance de 01 are 78 centiares ;

D'engager le montant de l'acquisition et tous les frais inhérents à cette acquisition à l'article 9307/712-60/84 « Achats de bâtiments et monuments en cours d'exécution » du budget extraordinaire 2020;

D'engager le montant des indemnités de départ à l'article 9307/512-55/84 « Dédommagement extraordinaire aux entreprises » du budget extraordinaire 2020 ;

De financer les dépenses par un emprunt à charge de la Commune ;

De poursuivre la recherche subventionnement auprès de la FWB en application du décret du 17.07.2002 relatifs à l'octroi de subventions aux collectivités locales pour les projets d'infrastructures culturelles;

De donner pouvoir au Collège des Bourgmestre et Echevins, représenté par le Bourgmestre ou son délégué, assisté du Secrétaire communal, aux fins de signer valablement l'acte notarié pour la Commune de Forest ;

De renoncer à toute action en rétrocession de bien.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

Heropleving van de Wijken – ABY & Duurzaam Wijkcontract Abdij – Operatie 3.5 ‘Culturele Pool ABY’ – Aankoop ten algemenen nutte van een goed gelegen Brusselsesteenweg 18-20 – Goedkeuring van de aankoopvoorwaarden – Aanpassing.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de Ordonnantie houdende organisatie van de stedelijke herwaardering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 6 oktober 2016;

Gelet op het Besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de duurzame wijkcontracten van 24 november 2016;

Gelet op het schrijven van 16 juni 2017 van de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, Rudi Vervoort, tot goedkeuring van programmawijziging nr. 3 van het DWCAbdij zoals goedgekeurd door de Gemeenteraad;

Overwegende operatie 3.5 ‘Culturele pool ABY’ van genoemd gewijzigd programma betreffende de volledige reconversie van de site van de Abdij van Vorst tot ‘culturele pool’;

Overwegende dat operatie 3.5 ‘Culturele pool ABY’, in het kader van deze reconversie, de aankoop beoogt van een gebouw gelegen Brusselsesteenweg 22-24, gekadastraerd onder Vorst, 2e Afdeling, Sectie C, Nr. 55V, voor een oppervlakte van 1 are 46 centiare, *“teneinde het bebouwbare potentieel van de culturele pool uit te breiden”*;

Overwegende het gebouw gelegen te Vorst, Brusselsesteenweg 18-20, gekadastraerd onder Vorst, 2^e Afdeling, Sectie C, Nr. 55 W, voor een oppervlakte van 01 are 78 centiare, aanpalend aan het gebouw gelegen Brusselsesteenweg 22-24 waarvan sprake in het vorige punt;

Overwegende dat de aankoop van bovenvermeld goed, in het GBP gelegen in een gemengd gebied, het mogelijk zou maken het nieuwbouwpotentieel van het project ABY, dat erg beperkt is vanwege de bestemming in het GBP van het grootste gedeelte van de Abdijsite als “parkgebied”, aanzienlijk te verhogen;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 20 februari 2018 om:

- *Toestemming te verlenen aan het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester of de afgevaardigde schepenen evenals de Gemeentesecretaris, om een offerte in te dienen in het kader van een minnelijke onderhandeling met het oog op de onderhandse aankoop van het gebouw gelegen te Vorst, Brusselsesteenweg 18-20, gekadastraerd onder Vorst, 2^e Afdeling, Sectie C, Nr. 55 W, voor een oppervlakte van 01 are 78 centiare;*
- *Het maximumbedrag van de offerte te beperken tot de raming van het goed die op 14 december 2017 door de heer Nicolas Lebrun – landmeter-deskundige – in opdracht van de Gemeente werd opgemaakt;*
- *De uitgave te financieren door een lening ten laste van de Gemeente;*
- *De zoektocht naar toelagen bij de FWB voort te zetten in toepassing van het decreet van 17 juli 2002 betreffende de toekenning van toelagen aan plaatselijke overheden voor culturele infrastructuurprojecten en/of in het kader van de Beliris-samenwerkingsakkoorden;*

Gelet op omzendbrief 2015/14 van 22 december 2015 van de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel – Brussel Plaatselijke Besturen betreffende de verwerving of vervreemding van een eigendomsrecht of van zakelijke rechten op onroerende goederen, meer bepaald afdeling II.2.d, die het volgende verduidelijkt:

“In het kader van een onteigeningsprocedure of bij de verwerving van "onteigenbare goederen", kunnen de gemeenten een hergebruiksvergoeding toekennen die in het bedrag van de door het GCAO opgestelde schatting is opgenomen [...]”;

Tevens gelet op het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering betreffende de duurzame wijkcontracten van 24 november 2016, dat in zijn hoofdstuk 2, Art. 2, §3 het volgende verduidelijkt:

- *“De handelingen die het mogelijk maken om de vastgoedoperaties bedoeld in artikel 21, eerste lid, 1^o van de ordonnantie uit te voeren, zijn:*
- *1^o [...]*
- *2^o de kosten voor de verwerving van zakelijke rechten op de onroerende goederen of delen van onroerende goederen, met inbegrip van de prijs van de verwerving, de wederbeleggingsvergoedingen in het kader van een onderhandse verwerving en alle door de rechter opgelegde vergoedingen en kosten in het geval van een verwerving via onteigening”;*

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 3 juli 2018 waarin ondermeer beslist werd om:

- *Toestemming te verlenen aan het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester of de afgevaardigde schepenen evenals de Gemeentesecretaris, om een offerte in te dienen in het kader van een minnelijke onderhandeling met het oog op de onderhandse aankoop van het gebouw gelegen te Vorst, Brusselsesteenweg 18-20, gekadastraerd onder Vorst, 2^e Afdeling, Sectie C, Nr. 55 W, voor een oppervlakte van 01 are 78 centiare;*
- *Het maximumbedrag van de offerte te beperken tot de raming van het goed die op 14 december 2017 door de heer Nicolas Lebrun – landmeter-deskundige – in opdracht van de Gemeente werd opgemaakt, verhoogd met de overeenkomstige wederbeleggingsvergoeding;*

Overwegende dat het ramingsverslag dat op 14 december 2017 in opdracht van de Gemeente werd opgemaakt door de heer Nicolas Lebrun – landmeter-deskundige – een geldigheidsduur van een jaar heeft;

Overwegende de bijwerking van het ramingsverslag gedateerd van 13 september 2019;

Overwegende dat het bijgevolg aangewezen is het maximale bedrag van de offerte die ingediend moet worden in het kader van een minnelijke onderhandeling met het oog op de onderhandse aankoop van het betrokken goed aan te passen aan het bedrag van de raming bijgewerkt op datum van 13 september 2019 door de heer Nicolas Lebrun, verhoogd met het bedrag van de overeenkomstige wederbeleggingsvergoeding;

Overwegende dat, in het kader van de betrokken aankoop en van de vrijmaking van de ruimten binnen de termijnen die overeenkomen met de deadlines van het ABY project, de voortijdige verbreking van handelshuurovereenkomsten moet worden onderhandeld in ruil voor vertrekvergoedingen;

Overwegende dat de kredieten voor de aankoop van bovenvermeld gebouw en de kosten die inherent zijn aan deze aankoop ingeschreven worden op artikel van uitgaven 9307/712-60/84 'Aankoop van gebouwen en monumenten in uitvoering' van de buitengewone begroting 2020;

Overwegende de vraag, voorgelegd aan de Gemeenteraad van 21 april 2020, tot goedkeuring van de wijziging van de buitengewone begroting 2020 met betrekking tot de kosten van vergoedingen;

Overwegende dat de kredieten voor de betaling van de vergoedingen ingeschreven zullen worden op artikel 9307/512-55/84 "Buitengewone schadeloosstellingen aan ondernemingen" van de buitengewone begroting 2020;

Overwegende dat het geheel van de uitgaven met betrekking tot deze aankoop, namelijk het aankoopbedrag, de kosten die inherent zijn aan de aankoop alsook de vertrekvergoedingen voor de huurders, niet meer mag bedragen dan de raming van het goed opgemaakt in opdracht van de Gemeente op 13 september 2019 door de heer Nicolas Lebrun – landmeter-deskundige –, verhoogd met de overeenkomstige wederbeleggingsvergoeding;

Overwegende dat de aankoop van het betrokken goed het voorwerp kan uitmaken van een subsidieaanvraag bij de Federatie Wallonië-Brussel ten bedrage van 70% van de uitgave in toepassing van het decreet van 17 juli 2002 betreffende de toekenning van toelagen aan plaatselijke overheden voor culturele infrastructuurprojecten;

BESLIST:

(Onder voorbehoud van goedkeuring van de begrotingswijziging 2020 door de Gemeenteraad en door de gewestelijke toezichthoudende overheid)

Toestemming te verlenen aan het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester of de afgevaardigde schepenen evenals de Gemeentesecretaris, om een offerte in te dienen in het kader van een minnelijke onderhandeling met het oog op de onderhandse aankoop van het gebouw gelegen te Vorst, Brusselsesteenweg 18-20, gekadastraerd onder Vorst, 2^e Afdeling, Sectie C, Nr. 55 W, voor een oppervlakte van 01 are 78 centiare;

Het maximale aankoopbedrag, namelijk het offertebedrag verhoogd met de wederbeleggings- en/of vertrekvergoedingen te beperken tot de raming van het goed die op 13 september 2019 door de heer Nicolas Lebrun – landmeter-deskundige – in opdracht van de Gemeente werd opgemaakt - verhoogd met de overeenkomstige wederbeleggingsvergoeding;

EN IN HET GEVAL DAT DE EIGENAAR DE OFFERTE VAN DE GEMEENTE AANVAARDT

Goedkeuring te verlenen voor de aankoop ten algemenen nutte van het goed gelegen te Vorst,

Brusselsesteenweg 18-20, gekadastraerd onder Vorst, 2^e Afdeling, Sectie C, Nr. 55 W voor een oppervlakte van 01 are 78 centiare;

Het bedrag van de aankoop en alle kosten die inherent zijn aan deze aankoop vast te leggen op artikel 9307/712-60/84 'Aankoop van gebouwen en monumenten in uitvoering' van de buitengewone begroting 2020;

Het bedrag van de vertrekvergoedingen vast te leggen op artikel 9307/512-55/84 "Buitengewone schadeloosstellingen aan ondernemingen" van de buitengewone begroting 2020;

De uitgaven te financieren door een lening ten laste van de Gemeente;

De zoektocht naar toelagen bij de FWB voort te zetten in toepassing van het decreet van 17 juli 2002 betreffende de toekenning van toelagen aan plaatselijke overheden voor culturele infrastructuurprojecten;

Machtiging te verlenen aan het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester of zijn afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris, teneinde de notariële akte geldig te ondertekenen voor de Gemeente Vorst;

Te verzaken aan elke eis tot doorverkoop van het goed.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
35 stemmers : 35 positieve stemmen.

Monsieur Hacken veut savoir pourquoi il faut relancer ce dossier.

Monsieur Spapens explique qu'il y a une nouvelle évaluation du bien. A l'origine on devait exproprier, le but est maintenant de passer par la phase amicale. A la base on devait acquérir le bâtiment vide, maintenant nous acceptons de l'acquérir avec les locataires qui devront être indemnisés.

Monsieur Hacken : Pourquoi maintenant le propriétaire veut bien vendre ?

Monsieur Spapens : C'est le résultat de discussions entre avocats, et comme vous le savez, cela peut parfois prendre beaucoup de temps.

De heer Hacken wil weten waarom dit dossier hernomen wordt.

De heer Spapens legt uit dat het pand opnieuw geschat wordt. Oorspronkelijk zou er een onteigening komen, maar nu is het de bedoeling om tot een overeenkomst te komen. Oorspronkelijk zouden we gebouw leeg kopen, maar nu aanvaarden we om het te kopen met de huurders die een compensatie zullen krijgen.

De heer Hacken: Waarom is de eigenaar nu bereid te verkopen?

De heer Spapens: Dit is het resultaat van besprekingen tussen advocaten en zoals u weet kan dat soms lang duren.

2 **Revitalisation des quartiers – Service Taxes - Finances – Budget 2020 - Modifications numéros 1 et 2 du service ordinaire et extraordinaire.**

LE CONSEIL,

Vu les articles 241 et suivants de la Nouvelle Loi communale relatives à l'établissement des budgets communaux;

Vu les articles 15 et 16 de l'Arrêté royal du 2 août 1990 portant le règlement général de la comptabilité communale;

Considérant que les différents projets inscrits dans les programmes de revitalisation urbaine sont liés à des délais d'exécution stricts ;

Considérant que les projets de ces programmes et leur ventilation budgétaire ont évolué depuis le budget initial introduit par le service en septembre 2019 ;

Considérant que le service Taxes doit inscrire le montant d'une étude pour l'acquisition de Pockets de recensement afin de pouvoir mener correctement ses missions ;

Considérant qu'il y a lieu de modifier le budget ordinaire et extraordinaire 2020 ;

DECIDE,

De modifier le budget ordinaire et extraordinaire 2020 comme repris dans les tableaux ci-joints relatifs aux modifications budgétaires numéros 1 et 2.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 21 votes positifs, 14 votes négatifs.

Non : Marc Loewenstein, Laurent Hacken, Cédric Pierre, Stéphanie Koplowicz, Simon De Beer, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Nabil Boukili, Christophe Borcy, Valérie Michaux, Alexander Billiet, Samir Ahrouch, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer, Yves Roland.

Heropleving van de wijken - Dienst Belastingen – Financiën – Begroting 2020 – Wijzigingen nummer 1 en 2 van de gewone en buitengewone dienst.

DE RAAD,

Gelet op artikelen 241 en volgende van de Nieuwe Gemeentewet betreffende de opmaak van de gemeentebegrotingen;

Gelet op artikelen 15 en 16 van het Koninklijk besluit van 2 augustus 1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit;

Overwegende dat de verschillende projecten opgenomen in de stadsherwaarderingsprogramma's aan strikte uitvoeringstermijnen gebonden zijn;

Overwegende dat de projecten van deze programma's en hun budgettaire uitsplitsing geëvolueerd zijn sinds de oorspronkelijke begroting die in september 2019 door de dienst werd ingediend;

Overwegende dat de dienst Belastingen het bedrag van een studie voor de aankoop van Pockets voor inventarisering moet inschrijven om zijn taken correct te kunnen uitvoeren;

Overwegende dat de gewone en buitengewone begroting 2020 gewijzigd dienen te worden;

BESLIST,

De gewone en buitengewone begroting 2020 te wijzigen zoals weergegeven in de bijgevoegde tabellen met betrekking tot de begrotingswijzigingen nummer 1 en 2.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 21 positieve stemmen, 14 negatieve stemmen.

Nee : Marc Loewenstein, Laurent Hacken, Cédric Pierre, Stéphanie Koplowicz, Simon De Beer, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Nabil Boukili, Christophe Borcy, Valérie Michaux, Alexander Billiet, Samir Ahrouch, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer, Yves Roland.

9 annexes / 9 bijlagen

FINANCES - FINANCIËN

Taxes - Belastingen

3 Finances – Budget 2020 - Modifications numéros 4 et 5 du service ordinaire et extraordinaire.

LE CONSEIL,

Vu les articles 241 et suivants de la Nouvelle Loi communale relatives à l'établissement des budgets communaux;

Vu les articles 15 et 16 de l'Arrêté royal du 2 août 1990 portant le règlement général de la comptabilité communale;

Considérant qu'il y a lieu de modifier le budget ordinaire et extraordinaire 2020 ;

DECIDE,

De modifier le budget ordinaire et extraordinaire 2020 comme repris dans les tableaux ci-joints relatifs aux modifications budgétaires numéros 4 et 5.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 21 votes positifs, 14 votes négatifs.

Non : Marc Loewenstein, Laurent Hacken, Cédric Pierre, Stéphanie Koplowicz, Simon De Beer, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Nabil Boukili, Christophe Borcy, Valérie Michaux, Alexander Billiet, Samir Ahrouch, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer, Yves Roland.

Financiën – Begroting 2020 - Wijzigingen nummers 4 en 5 van de gewone en buitengewone dienst.

DE RAAD,

Gelet op artikelen 241 en volgende van de Nieuwe Gemeentewet betreffende de opmaak van de gemeentebegrotingen;

Gelet op artikelen 15 en 16 van het Koninklijk besluit van 2 augustus 1990 houdende algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit;

Overwegende dat de gewone en buitengewone begroting 2020 gewijzigd dienen te worden;

BESLIST,

De gewone en buitengewone begroting 2020 te wijzigen zoals opgenomen in de hierbijgevoegde tabellen betreffende de begrotingswijzigingen nummers 4 en 5.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 21 positieve stemmen, 14 negatieve stemmen.

Nee : Marc Loewenstein, Laurent Hacken, Cédric Pierre, Stéphanie Koplowicz, Simon De Beer, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Nabil Boukili, Christophe Borcy, Valérie Michaux, Alexander Billiet, Samir Ahrouch, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer, Yves Roland.

9 annexes / 9 bijlagen

TRAVAUX PUBLICS - OPENBARE WERKEN

Marchés publics pour Travaux - Overheidsopdrachten voor werken

4 Marchés publics - Finances – Budget 2020 - Modification numéro 3 du service extraordinaire.

LE CONSEIL,

Vu les articles 241 et suivants de la Nouvelle Loi communale relatives à l'établissement des budgets communaux;

Vu les articles 15 et 16 de l'Arrêté royal du 2 août 1990 portant le règlement général de la comptabilité communale;

Considérant que nombre de projets sont actuellement en cours et qu'ils doivent être lancés, poursuivis ou achevés dans des délais très courts pour le bon fonctionnement des équipements communaux (écoles, espaces sportifs, voiries) ;

Considérant que ces projets ont évolués depuis le budget initialement avalisé et que les problèmes en cours n'améliorent pas leur situation ;

Considérant qu'il y a lieu de modifier le budget extraordinaire 2020 ;

DECIDE,

De modifier le budget extraordinaire 2020 comme repris dans le tableau relatif à la modification budgétaire numéro 3.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 21 votes positifs, 14 votes négatifs.

Non : Marc Loewenstein, Laurent Hacken, Cédric Pierre, Stéphanie Koplowitz, Simon De Beer, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Nabil Boukili, Christophe Borcy, Valérie Michaux, Alexander Billiet, Samir Ahrouch, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer, Yves Roland.

Overheidsopdrachten - Financiën - Begroting 2020 - Begrotingswijziging nr. 3 van de buitengewone dienst.

DE RAAD,

Gelet op artikelen 241 en volgende van de Nieuwe Gemeentewet betreffende de opmaak van de gemeentebegrotingen;

Gelet op artikelen 15 en 16 van het Koninklijk besluit van 2 augustus 1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit;

Overwegende dat een aantal projecten momenteel aan gang zijn en dat zij voor de goede werking van de gemeentelijke voorzieningen (scholen, sportruimten, wegen) op zeer korte termijnen opgestart, voortgezet of voltooid moeten worden;

Overwegende dat deze projecten sinds de aanvankelijk goedgekeurde begroting geëvolueerd zijn en dat de huidige problemen de situatie ervan niet verbeteren;

Overwegende dat het nodig is om de buitengewone begroting voor 2020 te wijzigen;

BESLIST,

De buitengewone begroting 2020 te wijzigen zoals weergegeven in de tabel met betrekking tot begrotingswijziging nummer 3.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 21 positieve stemmen, 14 negatieve stemmen.

Nee : Marc Loewenstein, Laurent Hacken, Cédric Pierre, Stéphanie Koplowitz, Simon De Beer, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Nabil Boukili, Christophe Borcy, Valérie Michaux, Alexander Billiet, Samir Ahrouch, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer, Yves Roland.

Monsieur Loewenstein :

- Au niveau de la MB n°1 : je note qu'elle est équilibrée mais qu'elle aggrave le déficit à l'exercice de 75.000€ puisque la compensation de l'augmentation des dépenses est effectuée

par un prélèvement supplémentaire de 75.000€ sur le fonds de réserves ordinaires portant la ponction pour l'exercice 2020 à 976.565,01€...

- Au niveau des MB n°4 : même si cela ne porte que sur 2.000€ portant sur des frais de correspondance, elle n'a pas été équilibrée. Afin de respecter les règles, il convient de l'équilibrer par un prélèvement de 2.000€ sur le fonds de réserves ordinaires. J'invite donc le Collège à apporter cette modification via un amendement au budget.
- Pour le reste, sans surprise au vu de notre vote sur le budget initial, nous voterons **CONTRE** toutes ces MB.

De heer Loewenstein:

- I.v.m. BW nr. 1: ik stel vast dat deze in evenwicht is, maar het tekort van het begrotingsjaar met 75.000 euro verergert, aangezien de compensatie van de stijging van de uitgaven wordt uitgevoerd door een extra heffing van 75.000 euro op het gewone reservefonds, waardoor de inhouding voor begrotingsjaar 2020 op 976.565,01 euro komt.
- I.v.m. BW nr. 4: ook al gaat het slechts om 2.000 euro aan correspondentiekosten, het is niet in evenwicht. Om aan de regels te voldoen, moet deze worden gecompenseerd met een overboeking van 2.000 euro op het gewone reservefonds. Ik roep het College dan ook op om deze aanpassing via een begrotingswijziging door te voeren.
- Voor het overige zullen wij, niet verrassend gezien onze stemming over de oorspronkelijke begroting, **TEGEN** al deze BW stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

Revitalisation des quartiers - Wijkcontracten

- 5 **Revitalisation des quartiers – Contrat de Rénovation Urbaine ROI et Contrat de Quartier Durable Wiels sur Senne – Sites Chassart (avenue Van Volxem 400-402) et Axima (rue du Monténégro 138-152) – Occupation temporaire et transitoire des sites – Appel à projets – Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle Loi communale ;

Vu L'ordonnance organique de la revitalisation urbaine du 6 octobre 2016 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 10 novembre 2016 portant exécution de l'Ordonnance organique de revitalisation urbaine adoptant la zone de revitalisation urbaine, dite « ZRU 2016 » ;

Vu L'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 mars 2017 relatif aux Contrats de Rénovation Urbaine portant exécution de l'ordonnance organique de la revitalisation urbaine du 6 octobre 2016 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 7 décembre 2017 approuvant le programme du CRU N°4 « Avenue du Roi » ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 7 décembre 2017 octroyant une subvention de € 3.295.251,00 à la Commune de Forest pour l'exécution du programme CRU N°4 « Avenue du Roi » ;

Vu sa décision du 19 décembre 2017 :

D'approuver les conventions entre la Commune de Forest et la Région, conventions portant sur les modalités de partenariat et définissant les conditions du subventionnement pour la réalisation des actions du programme approuvé du CRU « Avenue du Roi » ;

De donner pouvoir au Collège des Bourgmestre et Echevins, représenté par le Bourgmestre ou son délégué, assisté du Secrétaire Communal, pour signer lesdites conventions, ci-annexées.

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 28 février 2019 approuvant la modification n°1 du CRU N°4 « Avenue du Roi » ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 12 avril 2019 octroyant les subventions complémentaires et modifiant les différents montants alloués aux bénéficiaires pour la réalisation des actions et opérations suite à la première modification du programme Contrat de Renovation Urbaine – CRU N°4 « Avenue du Roi » ;

Considérant que la Région de Bruxelles-Capitale est propriétaire du complexe immobilier composé d'un immeuble à usage semi-industriel avec ateliers ou dépôts, bureaux et dépendances sis avenue Van Volxem, 400, et d'un immeuble à appartements ou bureaux (excepté un appartement), entrée carrossable pour camions sur cour sis avenue Van Volxem, 402, cadastré actuellement section A numéro 17 C 9 pour une superficie de dix ares cinquante centiares (10a 50ca) ;

Considérant que dans le programme du CRU N°4 « Avenue du Roi » il est prévu que ce site situé à proximité d'équipements culturels existants (Wiels, Brass, Maison des cultures) héberge à terme un lieu spécifiquement dédié à l'éveil culturel de la petite enfance en complémentarité de l'offre des lieux culturels existants ;

Considérant qu'une des modifications du programme du CRU ROI a transféré à BELIRIS la Maitrise d'ouvrage sur le projet Chassart (en lieu et place de la Commune de Forest) ;

Considérant que, selon le planning, les travaux ne devraient pas débuter avant 2022 ; que, dans cet intervalle, le bâtiment est destiné à rester inoccupé ;

Considérant que dans le cadre du CRU ROI, la Région Bruxelles-Capitale a octroyé un subside à la Commune de Forest afin de redynamiser ce site, notamment par la création d'activités culturelles, sociales et participatives ;

Considérant que le programme modifié prévoit également l'octroi à la commune de Forest d'un subside de 300.000 euros pour remplir cette mission ;

Vu la décision du Conseil communal du 2 juillet 2019 revue par le Conseil du 10 septembre 2019 relative à la convention d'occupation entre la Région et la Commune ;

Considérant de ce fait l'objectif commun de la Commune de Forest et de la Région via le CRU, relatif à

l'occupation temporaire du bâtiment et qu'à cet effet, la Région octroie un montant de 300.000 euros à la Commune afin de lancer un appel à projets pour la mise à disposition temporaire et la gestion du site par le biais d'une convention d'occupation temporaire et de subsidiation pour une partie du site Chassart sis avenue Van Volxem, 400-402 par l'organisation d'activités socioculturelles et dont l'objet principal est non lucratif ;

Considérant que le projet sélectionné sera celui qui répondra au mieux aux différentes conditions fixées dans l'appel à projet et qu'il bénéficiera d'un subside permettant au porteur de projet d'une part de gérer les biens (mises aux normes, travaux divers) et d'autre part d'organiser des activités socio-culturelles pour et en lien avec le quartier ;

Vu la décision du Conseil Communal du 10 septembre 2019 de céder pour une occupation temporaire une partie du bâtiment Sis avenue Van Volxem à la plateforme hébergement citoyenne du 4/11/2019 au 31/10/2020 ;

Considérant que le reste du bâtiment sert actuellement de lieu de stockage pour la Commune et le restera jusqu'au mois de septembre 2020 ;

Considérant qu'en septembre 2020, le collège évaluera en accord avec le propriétaire l'opportunité de prolonger/ reconduire la convention avec la Plateforme Hébergement citoyenne ;

Considérant que quel que soit la décision du collège, une partie du site sera disponible pour des occupations temporaires occasionnelles qui font l'objet du présent appel en application de la convention entre la région et la Commune ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 24 novembre 2016 octroyant un subside de 14.125.000,00 euros pour la mise en œuvre des opérations inscrites dans le dossier de base du Contrat de Quartier Durable Wiels-sur-Senne (CQDW) ;

Considérant que le programme de base du CQDW a été approuvé par le Conseil communal en sa séance du 24 avril 2018 et ensuite par la Région en date du 5 juillet 2018 ;

Considérant que la Commune a acquis le bien sis rue du Monténégro 138-152 et qu'il est souhaitable que le bien soit occupé de manière temporaire afin d'éviter les dégradations du site et aussi offrir des espaces d'activation possibles aux associations et citoyens ;

Vu la décision du Conseil communal en sa séance du 22 octobre 2019 d'approuver la modification de programme N°1 du dossier de base du Contrat de Quartier Durable Wiels-sur-Senne et de soumettre l'ensemble du dossier à l'approbation du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Considérant que cette modification prévoyait entre-autres la suppression des opérations D1.1 et D.1.2 (achats-reventes de deux terrains rue Jean Preckher 28 et 35 en vue d'y construire des logements accessibles) au profit d'une nouvelle opération, D.1.4, construction de logements accessibles, d'un accueil Petite enfance et d'un équipement de proximité, rue du Monténégro 138-152 ;

Vu le courrier du 28 janvier 2020 du Ministre-Président conditionnant l'approbation de ce complément de programme à la rédaction d'un addendum au Rapport d'incidences environnementales qui devra être soumis tout comme le complément à une nouvelle enquête publique, conformément à la directive 2000/1/42/CE relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;

Considérant que suite à ces démarches, l'opération Axima fera partie intégrante du programme du CQDW

et fera donc partie des sites à réhabiliter ;

Considérant que le site Axima, sis rue du Monténégro 138-152, fera donc l'objet d'une rénovation profonde à l'horizon 2025 mais que pour le moment, à l'exception d'une zone de stockage utilisée par le service Entretien des bâtiments, les lieux sont vides ;

Considérant que dès lors il est proposé de lancer un appel à projet pour l'occupation temporaire d'une partie des sites Chassart et Axima afin de dynamiser les lieux et définir les besoins de la population en termes d'équipement de proximité ;

Considérant qu'une demande a été introduite auprès de la région afin d'étendre l'utilisation du subside reçu pour la gestion du site Chassart dans le cadre du CRU4 à la gestion du site Axima ;

Considérant que l'appel à projets sera diffusé via les supports de communication de la Commune, du bMa, transmis aux acteurs locaux et envoyé aux organismes qui ont manifesté leur intérêt en vue de l'occupation temporaire de sites sur le territoire forestois ;

Considérant que suite à l'appel à projet, une convention de subventionnement et de mise à disposition sera proposée lors d'une prochaine séance du Conseil ;

Considérant qu'un crédit suffisant est inscrit à l'exercice ordinaire du budget 2020 à l'article 93010/332-02/90 - Subsidés aux organismes au service des ménages - pour financer sous forme d'un subside le tiers qui aura remis le meilleur projet dans le cadre de l'Appel à projet Chassart – Axima ;

Considérant l'appel à projet ci-joint ;

DÉCIDE :

De procéder à un appel à projet pour l'occupation temporaire et transitoire d'une partie des sites Axima et Chassart ;

D'utiliser le subside reçu de la Région Bruxelles-Capitale dans le cadre du CRU ROI à cet effet (le projet sélectionné qui répondra au mieux à l'appel à projet bénéficiera d'un subside permettant au porteur de projet d'une part de gérer les biens (mises au normes, travaux divers) et d'autre part d'organiser des activités socio-culturelles pour et en lien avec le quartier ;

D'approuver les termes et la diffusion de l'appel à projets joint en annexe en vue de confier la gestion et l'activation d'une partie du site Axima et du site Chassart à un tiers;

De prévoir deux experts dans le jury et de faire valider le jury par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
35 votants : 35 votes positifs.

Heropleving van de wijken - Stadsvernieuwingscontract 'Koningslaan' en Duurzaam Wijkcontract Wiels aan de Zenne - Sites Chassart (Van Volxemlaan 400-402) en Axima (Montenegrostraat 138-152) - Tijdelijk en overgangsgebruik van de sites - Projectoproep - Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de ordonnantie van 6 oktober 2016 houdende organisatie van de stedelijke herwaardering;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 10 november 2016 tot uitvoering van de ordonnantie houdende organisatie van de stedelijke herwaardering en tot goedkeuring van de zone voor stedelijke herwaardering, genaamd 'ZSH 2016';

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 23 maart 2017 betreffende de Stadsvernieuwingscontracten, houdende uitvoering van de ordonnantie van 6 oktober 2016 houdende organisatie van de stedelijke herwaardering;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 7 december 2017 tot goedkeuring van het programma van SVC nr. 4 'Koningslaan';

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 7 december 2017 tot toekenning van een toelage van 3.295.251,00 € aan de Gemeente Vorst voor de uitvoering van het programma SVC nr. 4 'Koningslaan';

Gelet op zijn beslissing van 19 december 2017 om:

Goedkeuring te verlenen aan de overeenkomsten tussen de Gemeente Vorst en het Gewest, overeenkomsten die betrekking hebben op de partnerschapsmodaliteiten en die de voorwaarden bepalen van de subsidiëring voor de uitvoering van de acties van het goedgekeurde programma van het SVC 'Koningslaan';

Het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester of zijn afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris, machtiging te verlenen om de voornoemde overeenkomsten, opgenomen in bijlage, te ondertekenen.

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 28 februari 2019 tot goedkeuring van wijziging nr. 1 van het SVC nr. 4 'Koningslaan';

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 12 april 2019 tot toekenning van de bijkomende subsidies en tot wijziging van de verschillende bedragen toegekend aan de begunstigden voor de uitvoering van de acties en operaties naar aanleiding van de eerste programmawijziging van het SVC nr. 4 'Koningslaan';

Overwegende dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest eigenaar is van het vastgoedcomplex bestaande uit een gebouw voor semi-industrieel gebruik met werk- of opslagplaatsen, kantoren en aanhorigheden, gelegen Van Volxemlaan 400, en van een appartements- of kantoorgebouw (met uitzondering van één appartement), met inrit voor vrachtwagens via binnenplein, gelegen Van Volxemlaan 402, momenteel gekadastreerd onder sectie A, nummer 17 C 9 met een oppervlakte van tien are vijftig centiare (10a 50ca);

Overwegende dat in het programma van het SVC nr. 4 'Koningslaan' voorzien wordt dat er op de site, die zich in de nabijheid van bestaande culturele voorzieningen (Wiels, Brass, Huis van de Culturen) bevindt, op termijn een ruimte zal worden ondergebracht die specifiek bestemd is voor de culturele bewustwording van jonge kinderen, als aanvulling op het bestaande cultuuraanbod;

Overwegende dat het bouwheerschap voor het project-Chassart door een van de wijzigingen in het programma van het SVC 'Koningslaan' overgedragen werd aan BELIRIS (in plaats van de Gemeente Vorst);

Overwegende dat de werkzaamheden volgens de planning niet voor 2022 zouden aanvangen; dat het

gebouw in de tussentijd ongebruikt zou blijven;

Overwegende dat, in het kader van het SVC 'Koningslaan', het Brussels Hoofdstedelijk Gewest een subsidie heeft toegekend aan de Gemeente Vorst om deze site nieuw leven in te blazen, meer bepaald door er culturele, sociale en participatieve activiteiten tot stand te brengen;

Overwegende dat het gewijzigde programma tevens voorziet in de toekenning van een subsidie van 300.000 euro aan de Gemeente Vorst om deze opdracht te vervullen;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 2 juli 2019, herzien door de Raad van 10 september 2019, betreffende de overeenkomst voor ingebruikneming tussen het Gewest en de Gemeente;

Overwegende zodoende de gemeenschappelijke doelstelling van de Gemeente Vorst en het Gewest met betrekking tot het tijdelijke gebruik van het gebouw via het SVC en dat het Gewest daarom een bedrag van 300.000 euro toekent aan de Gemeente teneinde een projectoproep op te starten voor de tijdelijke terbeschikkingstelling en het beheer van de site door middel van een overeenkomst voor tijdelijke ingebruikneming en subsidiëring voor een deel van de Chassart-site, gelegen Van Volxemlaan 400-402, door de organisatie van socioculturele activiteiten en waarvan de hoofddoelstelling niet winstgevend is;

Overwegende dat het project dat het best beantwoordt aan de verschillende voorwaarden vastgelegd in de projectoproep geselecteerd zal worden en dat het zal genieten van een subsidie die de projectdrager in staat stelt om enerzijds het goed te beheren (aanpassing aan de normen, diverse werken) en anderzijds socioculturele activiteiten te organiseren voor en in samenhang met de wijk;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 10 september 2019 om een deel van het gebouw gelegen Van Volxemlaan voor een tijdelijk gebruik van 4/11/2019 tot 31/10/2020 over te dragen aan het burgerplatform voor de opvang van vluchtelingen;

Overwegende dat de rest van het gebouw momenteel dient als opslagruimte voor de Gemeente en dat dit tot september 2020 zo zal blijven;

Overwegende dat het College in september 2020 met de goedkeuring van de eigenaar zal nagaan of het opportuun is de overeenkomst met het burgerplatform voor de opvang van vluchtelingen te verlengen / hernieuwen;

Overwegende dat ongeacht de beslissing van het College een deel van de site beschikbaar zal zijn voor occasioneel tijdelijk gebruik dat het voorwerp uitmaakt van onderhavige oproep in toepassing van de overeenkomst tussen het Gewest en de Gemeente;

Gelet op het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 24 november 2016 tot toekenning van een subsidie van 14.125.000,00 euro voor de uitvoering van de operaties ingeschreven in het basisdossier van het Duurzaam Wijkcontract Wiels aan de Zenne (DWCW);

Overwegende dat het basisprogramma van het DWCW door de Gemeenteraad goedgekeurd werd tijdens de zitting van 24 april 2018 en vervolgens door het Gewest op 5 juli 2018;

Overwegende dat de Gemeente het goed gelegen Montenegrostraat 138-152 aangekocht heeft en dat het wenselijk is dat het goed tijdelijk gebruikt wordt om verval van de site te vermijden en ook om mogelijke activeringsruimten te bieden aan verenigingen en burgers;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad tijdens de zitting van 22 oktober 2019 om de

programmawijziging nr. 1 van het basisdossier van het Duurzame Wijkcontract 'Wiels aan de Zenne' goed te keuren en het volledige dossier ter goedkeuring voor te leggen aan de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat deze wijziging onder meer voorzag in de schrapping van de operaties D1.1 en D.1.2 (aankoop-doorverkoop van twee terreinen Jean Preckherstraat 28 en 35 met het oog op de bouw van betaalbare woningen) ten behoeve van een nieuwe operatie, D.1.4, bouw van betaalbare woningen, een kinderopvangstructuur en een buurtvoorziening, Montenegrostraat 138-152;

Gelet op de brief van 28 januari 2020 van de Minister-President waarin de goedkeuring van dit aanvullend programma wordt gekoppeld aan de opstelling van een addendum bij het milieueffectenrapport dat voorgelegd moet worden net zoals de aanvulling op een nieuw openbaar onderzoek, overeenkomstig de richtlijn 20001/42/EG betreffende de beoordeling van de gevolgen van bepaalde plannen en programma's voor het milieu;

Overwegende dat ingevolge deze initiatieven de operatie Axima integraal deel zal uitmaken van het programma van het DWCW en dus deel zal uitmaken van de te rehabiliteren sites;

Overwegende dat de Axima-site, gelegen Montenegrostraat 138-152, dus het voorwerp zal uitmaken van een grondige renovatie tegen 2025, maar dat dit pand momenteel leeg staat, met uitzondering van een opslagruimte die gebruikt wordt door de dienst Onderhoud van de Gebouwen,

Overwegende dat er derhalve voorgesteld wordt een projectoproep uit te schrijven voor het tijdelijk gebruik van een deel van de sites Chassart en Axima, teneinde die sites een nieuwe dynamiek te geven en de behoeften van de bevolking op het vlak van buurtvoorzieningen te bepalen;

Overwegende dat er bij het Gewest een aanvraag ingediend werd om het gebruik van de voor het beheer van de Chassart-site verkregen subsidie in het kader van het SVC 4 uit te breiden tot het beheer van de Axima-site;

Overwegende dat de projectoproep zal worden verspreid via de communicatiekanalen van de Gemeente en van de bMa, overgemaakt aan de plaatselijke actoren en verzonden naar de organisaties die hun belangstelling hebben geuit voor het tijdelijk gebruik van sites op het Vorstse grondgebied;

Overwegende dat er aansluitend op de projectoproep, tijdens een volgende zitting van de Raad, een subsidiërings- en terbeschikkingstellingsovereenkomst zal worden voorgesteld;

Overwegende dat er een toereikend krediet ingeschreven is op de gewone dienst van de begroting 2020 op artikel 93010/332-02/90 - Subsidies aan instellingen ten dienste van de gezinnen - ter financiering in de vorm van een subsidie van de derde die het beste project indient in het kader van projectoproep Chassart-Axima;

Overwegende de hierbij gevoegde projectoproep;

BESLIST:

Een projectoproep te lanceren voor het tijdelijk en overgangsgebruik van een deel van de sites Axima en Chassart;

De subsidie ontvangen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in het kader van het SVC 'Koningslaan' daartoe te gebruiken (het geselecteerde project dat het best beantwoordt aan de projectoproep zal genieten

van een subsidie die de projectdrager in staat stelt om enerzijds het goed te beheren (aanpassing aan de normen, diverse werken) en anderzijds socio-culturele activiteiten te organiseren voor en in samenhang met de wijk);

Goedkeuring te verlenen aan de inhoud en de verspreiding van de in bijlage opgenomen projectoproep die ertoe strekt het beheer en de activering van een deel van de Axima-site en van de Chassart-site aan een derde toe te vertrouwen;

Twee deskundigen in de jury te voorzien en de jury door het College van Burgemeester en Schepenen te doen goedkeuren.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

10 annexes / 10 bijlagen

6 Revitalisation des quartiers – ABY & Contrat de Quartier Durable Abbaye – Opération 3.5 « Pôle Culturel ABY » – Convention BRUXELLES-ENVIRONNEMENT relative au lot 2 de la « centrale de marché pour les études de pollution du sol destinée aux organismes publics bruxellois » – Approbation de l’offre pour la réalisation d’une étude détaillée du sol et d’une étude de risque.

LE CONSEIL

Vu l’Arrêté du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mai 2015 octroyant une subvention de 7.359.272,00€ à la commune de Forest dans le cadre de la mise en œuvre du projet « Abbaye de Forest » - ABY intégré au programme opérationnel FEDER Objectif 2020 « Investissement pour la croissance et l’emploi » ;

Considérant que le projet ABY - réhabilitation du site de l’Abbaye de Forest et sa reconversion complète en pôle culturel – fera l’objet d’une première partie de travaux engageant entre autre le budget MP3 du Contrat de Quartier Durable Abbaye ;

Considérant la décision du conseil communal en sa séance du 22 mai 2018, décidant :

- *D’approuver la convention d’adhésion à la centrale d’achat (Référence CSC 2016H0934) « Institut Bruxellois pour la Gestion de l’Environnement - Centrale d’achat pour les études de pollution du sol destinée aux organismes publics bruxellois» ci-annexée ;*
- *De donner pouvoir au Collège des Bourgmestres et Echevins, représenté par le Bourgmestre ou son délégué assisté de la Secrétaire communale ou son délégué, afin de signer valablement ladite convention.*

Considérant qu’en accord avec la convention d’adhésion à la centrale d’achat (Référence CSC 2016H0934) « Institut Bruxellois pour la Gestion de l’Environnement - Centrale d’achat pour les études de pollution du sol destinée aux organismes publics bruxellois», l’expert désigné pour la Zone 2 qui reprend les communes de Anderlecht, Saint-Gilles et Forest, est la firme SGS Belgium SA, situé à Noorderlaan 87 à 2030 Antwerpen ;

Considérant que dans le cadre de la demande de Permis d'Urbanisme du Projet ABY- réhabilitation du site de l'Abbaye de Forest et sa reconversion complète en pôle culturel, il y a lieu de prévoir une analyse de Reconnaissance de l'état du sol ;

Vu la délibération du collège des Bourgmestre et Echevins en date du 11 juillet 2019 décidant entre autre :

D'approuver l'offre de la firme SGS Belgium SA, situé à Noorderlaan 87 à 2030 Antwerpen, relative à l'étude de reconnaissance de l'état du sol pour un montant de 12.603,02€ htva soit 15.249,65€TVAC

Considérant que le rapport de « Reconnaissance de l'Etat du Sol » a été transmis à Bruxelles-Environnement le 13 janvier 2020 ;

Considérant qu'en date du 10 février 2020 Bruxelles-Environnement a considéré le rapport de Reconnaissance d'état du sol comme conforme ;

Considérant que l'étape suivante consiste en la réalisation d'une étude détaillée du sol et d'une étude de risque sur le site de l'abbaye de Forest ;

Considérant que, comme le prévoit la Convention d'adhésion à la centrale d'achat (Référence CSC 2016H0934) « Institut Bruxellois pour la Gestion de l'Environnement - Centrale d'achat pour les études de pollution du sol destinée aux organismes publics bruxellois», ces deux études sont également à commander auprès de l'expert désigné, à savoir la firme SGS Belgium SA ;

Considérant l'offre transmise par la Société SGS Belgium SA, en date du 05 mars 2020, pour un montant de 14.387,01€ HTVA ou 17.408,28€ TVAC ;

Considérant que le que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2020 à l'article 9307/723-60/84 « Aménagement des bâtiments en cours d'exécution » du budget extraordinaire 2020;

Considérant que l'annexe du service extraordinaire du Budget 2020 prévoit 70.000€ à l'article budgétaire 9307/723-60/84 : « Aménagement des bâtiments en cours d'exécution » réparti comme suit:

1. Travaux bâti : tranche ferme 1.A : 70.000€
2. Etude de pollution de sol : 0,00€
3. Sondage sol : 0,00€

Considérant qu'il y a lieu de répartir les 70.000,00€ de crédit à l'article 9307/723-60/84 : "Aménagement des bâtiments en cours d'exécution" au moyen d'une modification budgétaire interne de la façon suivante :

1. Travaux bâti : tranche ferme 1.A : 0,00€
2. Etude de pollution de sol : 50.000,00€
3. Sondage sol : 20.000,00€

Considérant que la dépense sera financée à 100% par les fonds FEDER ;

DECIDE :

D'approuver l'offre de la firme SGS Belgium SA, situé à Noorderlaan 87 à 2030 Antwerpen, relative à la réalisation d'une étude détaillée et d'une étude de risque pour un montant de 14.387,01€ HTVA ou 17.408,28€ TVAC ;

De prendre acte de la modification budgétaire interne à l'article 9307/723-60/84 : « Aménagement des bâtiments en cours d'exécution » du service extraordinaire du Budget 2020 selon la répartition suivante:

1. Travaux bâti : tranche ferme 1.A : 0,00€
2. Etude de pollution de sol : 50.000,00€
3. Sondage sol : 20.000,00€

D'inscrire la dépense de 17.408,28€ TVAC à l'article 9307/723-60/84 « Aménagement des bâtiments en cours d'exécution » du budget extraordinaire 2020 ;

De financer la dépense à 100% par le subside Feder.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

Heropleving van de wijken – ABY & Duurzaam Wijkcontract Abdij – Operatie 3.5 ‘Culturele Pool ABY’ – Overeenkomst met LEEFMILIEU BRUSSEL met betrekking tot perceel 2 van de “opdrachtcentrale voor bodemverontreinigingsstudies bestemd voor Brusselse overheidsinstellingen” – Goedkeuring van de offerte voor de uitvoering van een gedetailleerd bodemonderzoek en van een risicostudie.

DE RAAD,

Gelet op het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 mei 2015 tot toekenning van een subsidie van 7.359.272,00 € aan de gemeente Vorst in het kader van de uitvoering van het project 'Abdij van Vorst' - ABY, opgenomen in het operationele EFRO-programma Doelstelling 2020 'Investeren in groei en werkgelegenheid';

Overwegende dat het project ABY - rehabilitatie van de site van de Abdij van Vorst en haar volledige reconversie tot culturele pool – het voorwerp zal uitmaken van een eerste deel werkzaamheden waarbij onder andere het PW3-budget van het Duurzaam Wijkcontract Abdij wordt aangesneden;

Overwegende de beslissing van de gemeenteraad in zitting van 22 mei 2018, waarin beslist werd om:

- *Goedkeuring te verlenen aan de bijgevoegde overeenkomst van toetreding tot de aankoopcentrale (kenmerk BB 2016H0934) “Brussels Instituut voor Milieubeheer - Aankoopcentrale voor bodemverontreinigingsstudies bestemd voor Brusselse overheidsinstellingen”;*
- *Het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester of zijn afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris of haar afgevaardigde, machtiging te verlenen teneinde de voormelde overeenkomst rechtsgeldig te ondertekenen.*

Overwegende dat in overeenstemming met de overeenkomst voor toetreding tot de aankoopcentrale (kenmerk BB 2016H0934) “Brussels Instituut voor Milieubeheer - Aankoopcentrale voor bodemverontreinigingsstudies bestemd voor Brusselse overheidsinstellingen”, de deskundige aangesteld voor Zone 2 die instaat voor de gemeenten Anderlecht, Sint-Gillis en Vorst de firma SGS Belgium NV, gevestigd Noorderlaan 87 te 2030 Antwerpen is;

Overwegende dat het in het kader van de aanvraag voor stedenbouwkundige vergunning van het project ABY - rehabilitatie van de site van de Abdij van Vorst en haar volledige reconversie tot culturele pool,

aangewezen is een analyse van verkennend bodemonderzoek te voorzien;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 11 juli 2019 waarin ondermeer beslist werd om:

Goedkeuring te verlenen aan de offerte van de firma SGS Belgium NV, gevestigd Noorderlaan 87 te 2030 Antwerpen, met betrekking tot het verkennend bodemonderzoek voor een bedrag van 12.603,02€ excl. BTW of 15.249,65€ incl. BTW;

Overwegende dat het verslag van “Verkennend bodemonderzoek” op 13 januari 2020 werd overgemaakt aan Leefmilieu Brussel;

Overwegende dat Leefmilieu Brussel op 10 februari 2020 het verslag van Verkennend bodemonderzoek als zijnde conform heeft beschouwd;

Overwegende dat de volgende stap bestaat uit de uitvoering van een gedetailleerd bodemonderzoek en een risicostudie van de site van de Abdij van Vorst;

Overwegende dat, zoals voorzien door de overeenkomst van toetreding tot de aankoopcentrale (kenmerk BB 2016H0934) “Brussels Instituut voor Milieubeheer - Aankoopcentrale voor bodemverontreinigingsstudies bestemd voor Brusselse overheidsinstellingen”, deze twee studies ook moeten worden besteld bij de aangestelde deskundige, namelijk de firma SGS Belgium NV;

Overwegende de offerte overgemaakt door de vennootschap SGS Belgium NV, op datum van 05 maart 2020, voor een bedrag van 14.387,01€ excl. BTW of 17.408,28€ incl. BTW;

Overwegende dat het krediet voor deze uitgave ingeschreven is in de buitengewone begroting van het dienstjaar 2020 op artikel 9307/723-60/84 “Aanpassingswerken aan gebouwen in uitvoering” van de buitengewone begroting 2020;

Overwegende dat de bijlage van de Buitengewone dienst van de Begroting 2020 70.000€ voorziet op begrotingsartikel 9307/723-60/84: “Aanpassingswerken aan gebouwen in uitvoering” verdeeld als volgt:

1. Werken bebouwing: vaste schijf 1.A: 70.000€
2. Bodemverontreinigingsstudie: 0,00€
3. Bodemproef: 0,00€

Overwegende dat het aangewezen is de 70.000,00€ aan krediet op de volgende wijze te verdelen op artikel 9307/723-60/84: “Aanpassingswerken aan gebouwen” door middel van een interne begrotingswijziging;

1. Werken bebouwing: vaste schijf 1.A: 0,00€
2. Bodemverontreinigingsstudie: 50.000,00€
3. Bodemproef: 20.000,00€

Overwegende dat de uitgave voor 100% gefinancierd zal worden door EFRO-fondsen;

BESLIST:

Goedkeuring te verlenen aan de offerte van de firma SGS Belgium NV, gevestigd Noorderlaan 87 te 2030 Antwerpen, met betrekking tot de uitvoering van een gedetailleerd onderzoek en een risicostudie voor een bedrag van 14.387,01€ excl. BTW of 17.408,28€ incl. BTW;

Akte te nemen van de interne begrotingswijziging binnen artikel 9307/723-60/84: “Aanpassingswerken

aan gebouwen” van de Buitengewone dienst van de Begroting 2020 als volgt:

1. Werken gebouw: vaste schijf 1.A: 0,00€
2. Bodemverontreinigingsstudie: 50.000,00€
3. Bodemproef: 20.000,00€

De uitgave van 17.408,28€ incl. BTW in te schrijven op artikel 9307/723-60/84 “Aanpassingswerken aan gebouwen in uitvoering” van de buitengewone begroting 2020;

De uitgave voor 100% te financieren door een EFRO-subsidie.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

AFFAIRES GÉNÉRALES - ALGEMENE ZAKEN

IT - IT

7 **Informatique - Acquisition de matériel informatique pour le bon fonctionnement des services et leur intégration dans le parc informatique communal.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l’article 117;

Vu sa décision du 2 mars 2010 relative à la Convention de mandat n° CM1008 entre le Centre d’informatique pour la Région bruxelloise et l’Administration communale de Forest, basée sur l’article 19 de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fourniture et de services (« L’exécution conjointe de travaux, de fournitures ou de services pour le compte de pouvoirs adjudicateurs différents peut, dans l’intérêt général, faire l’objet d’un marché unique attribué par adjudication, par appel d’offres ou par procédure négociée, dans les conditions déterminées par la loi. Les personnes intéressées désignent l’autorité ou l’organe qui interviendra, en leur nom collectif, à l’attribution et à l’exécution du marché ») ;

Vu l’article 1er de la Convention de mandat disposant ce qui suit :

« L’Administration communale de Forest désigne le CIRB comme mandataire appelé à intervenir en son nom et pour son compte à l’attribution et à l’exécution des marchés publics, cités ci-dessous, de telle manière que le CIRB soit l’autorité compétente à traiter avec les soumissionnaires.

Il s’agit notamment des marchés publics suivants :

Le marché relatif à l’acquisition et l’installation de matériels informatiques et de logiciels y afférents" ;

Vu la liste des prix du matériel offert par le CIRB pour l’année 2020 ;

Considérant qu’il est nécessaire de procéder à l’acquisition de matériel informatique pour le bon fonctionnement des services et leur intégration dans le parc informatique communal ;

Considérant que la dépense est dès lors estimée comme suit :

Pour le service INFORMATIQUE 139/742-53/15

70	HP-Elitebook8G6	57.750,00 €
80	Sac transport 15.6	940,80 €
90	Hp Elitedisplay E243 23,8 docking monitor	26.136,90 €
TOTAL		84.827,70 €
TOTAL +TVA		102.641,52 €

Vu le montant aujourd'hui disponible pour les achats informatiques à l'article 139/742-53/15 du service extraordinaire du budget 2020, soit 120.000,00 € ;

DECIDE,

De désigner le CIRB pour l'acquisition de matériel informatique et téléphonique dont le paiement des fournitures sera établi sur production des factures des firmes ECONOCOM;

D'inscrire la dépense de 102.641,52 € (TVAC) à l'article 139/742-53/15 du service extraordinaire du budget 2020 pour acquisition de matériel au CIRB ;

De financer les dépenses aux articles 139/742-53/15 par un emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

Informatica - Aankoop van informaticamateriaal voor de goede werking van de diensten en hun integratie in het gemeentelijk informaticapark.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 117;

Gelet op zijn beslissing van 2 maart 2010 betreffende de Mandaatovereenkomst met nr. CM1008 tussen het Centrum voor informatica voor het Brusselse Gewest en het Gemeentebestuur van Vorst, gebaseerd op artikel 19 van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten ("De gezamenlijke uitvoering van werken, leveringen of diensten voor rekening van verschillende aanbestedende overheden kan, in het algemeen belang, worden samengevoegd in één enkele opdracht, die bij aanbesteding, door offerteaanvraag of bij onderhandelingsprocedure wordt gegund, onder de voorwaarden bepaald in de wet. De betrokken personen duiden de overheid aan die, of het orgaan dat, in hun gezamenlijke naam, bij de gunning en de uitvoering van de opdracht zal optreden");

Gelet op artikel 1 van de Mandaatovereenkomst dat het volgende bepaalt:

"Het Gemeentebestuur van Vorst stelt het CIBG aan als mandataris die geacht wordt in zijn naam en voor zijn rekening tussen te komen bij de toewijzing en de uitvoering van de hieronder genoemde overheidsopdrachten, en wel zo dat het CIBG de instantie is die bevoegd is om met de inschrijvers om te gaan."

Het gaat met name over de volgende overheidsopdrachten:

De opdracht met betrekking tot de aankoop en de installatie van informaticamateriaal en van daarmee verband houdende softwareprogramma's;

Gelet op de prijslijst van het materiaal aangeboden door het CIBG voor het jaar 2020;

Overwegende dat het noodzakelijk is over te gaan tot de aankoop van informaticamateriaal voor de goede werking van de diensten en hun integratie in het gemeentelijk informaticapark;

Overwegende dat de uitgave derhalve als volgt geraamd wordt:

Voor de dienst INFORMATICA 139/742-53/15

70	HP-Elitebook8G6	57.750,00 €
80	Transporttas 15.6	940,80 €
90	Hp Elitedisplay E243 23,8 docking monitor	26.136,90 €
TOTAAL		84.827,70 €
TOTAAL + BTW		102.641,52 €

Gelet op het bedrag dat vandaag beschikbaar is voor informatica-aankopen op artikel 139/742-53/15 van de buitengewone dienst van de begroting 2020, namelijk 120.000,00 €;

BESLIST,

Het CIBG aan te stellen voor de aankoop van informatica- en telefoniematerieel waarvoor de betaling van de leveringen opgemaakt zal worden op voorlegging van de facturen van de firma ECONOCOM;

De uitgave van 102.641,52 € (incl. BTW) in te schrijven op artikel 139/742-53/15 van de buitengewone dienst van de begroting 2020 voor aankoop van materiaal bij het CIBG;

De uitgaven te financieren door een lening op artikel 139/742-53/15.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

AFFAIRES DU CITOYEN - BURGERZAKEN

Etat civil - Burgerlijke stand

8 Etat civil - Livraison de mazout de chauffage - Commande et livraison réalisée en dehors du cadre d'un marché public - Transaction.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'article 117, relatif aux attributions du conseil communal;

Considérant que le marché public n° 2016-011 "Fourniture de carburant pour les véhicules communaux et le mazout de chauffage" avait pris fin le 31/10/2019;

"

Considérant que le nouveau marché public "Fourniture de carburant pour les véhicules communaux et le mazout de chauffage" a été attribué le 22/08/2019 à la société OCTA+GROUP;

Considérant qu'une commande a été passée auprès de la société Comfort Energy s.a. (ancien adjudicataire) et que la livraison a été effectuée après le 01/11/2019;

Vu la facture y afférente n° 0319GVF0149285 du 17/12/2019 pour un montant de 1.327,01€ TVAC;

Considérant que la facture se rapporte à une commande qui a été réalisée en dehors du cadre d'un marché public et qu'afin de permettre son paiement, une transaction doit être conclue entre la société Comfort Energy s.a. et la Commune de Forest;

Vu la mise en demeure de la société Comfort Energy s.a.;

DECIDE :

De conclure une transaction avec la société Comfort Energy s.a. afin de payer la facture n°0319GVF0149285 du 17/12/2019 d'un montant de 1.327,01€ pour une commande passée en dehors du cadre d'un marché public;

D'approuver à cet effet les termes de la convention ci-annexée;

D'inscrire la dépense à l'article 878/125-03/11 du service ordinaire du budget 2019 (un report de crédit du montant de la facture ayant été prévu).

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 23 votes positifs, 11 votes négatifs, 1 abstention.

Non : Marc Loewenstein, Laurent Hacken, Cédric Pierre, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Christophe Borcy, Valérie Michaux, Alexander Billiet, Samir Ahrouch, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer, Yves Roland.

Abstention : Mustapha Al Masude.

Burgerlijke stand - Levering van huisbrandolie - Bestelling en prestatie uitgevoerd buiten het kader van een overheidsopdracht - Dading.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 117, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Overwegende dat de overheidsopdracht nr. 2016-011 "Levering van brandstof voor de gemeentelijke voertuigen en van huisbrandolie" eindigde op 31/10/2019;

Overwegende dat de nieuwe overheidsopdracht "Levering van brandstof voor de gemeentelijke voertuigen en van huisbrandolie" op 22/08/2019 toegewezen werd aan de vennootschap OCTA+GROUP;

Overwegende dat er een bestelling werd geplaatst bij de vennootschap Comfort Energy n.v. (vorige opdrachtnemer) en dat de levering werd uitgevoerd na 01/11/2019;

Gelet op de desbetreffende factuur nr. 0319GVF0149285 van 17/12/2019 voor een bedrag van 1.327,01€ incl. BTW;

Overwegende dat de factuur betrekking heeft op een bestelling die buiten het kader van een overheidsopdracht werd geplaatst en dat er, om de betaling mogelijk te maken, een dadingsovereenkomst moet worden afgesloten tussen de vennootschap Comfort Energy n.v. en de Gemeente Vorst;

Gelet op de ingebrekestelling van de vennootschap Comfort Energy n.v.;

BESLIST :

Een dadingsovereenkomst af te sluiten met de vennootschap Comfort Energy n.v. teneinde de factuur nr. 0319GVF0149285 van 17/12/2019 voor een bedrag van 1.327,01€ incl. BTW te betalen voor een bestelling die buiten het kader van een overheidsopdracht werd geplaatst;

Met het oog hierop de bepalingen van de overeenkomst, opgenomen in bijlage, goed te keuren;

De uitgave in te schrijven op artikel 878/125-03/11 van de gewone dienst van de begroting 2019 (er werd een uitstel van krediet voor het bedrag van de factuur voorzien).

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 23 positieve stemmen, 11 negatieve stemmen, 1 onthouding.

Nee : Marc Loewenstein, Laurent Hacken, Cédric Pierre, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Christophe Borcy, Valérie Michaux, Alexander Billiet, Samir Ahrouch, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer, Yves Roland.

Onthouding : Mustapha Al Masude.

Monsieur Loewenstein : Comme lors du dernier Conseil, le collègue et la majorité valident ici par transaction un défaut d'application, et donc de respect, de la loi sur les marchés publics.

L'ancien marché a expiré le 31/10/2019, le nouveau marché a été attribué le 22/11/19 et la facture sur laquelle porte la transaction date du 1/11/2019.

Et ce qui est préoccupant, c'est que cela devient une pratique courante puisqu'une délibération similaire se retrouve également au point 11.

Nous voterons bien entendu CONTRE ce point.

De heer Loewenstein: Net als tijdens de laatste raadsvergadering valideren het College en de meerderheid hier per transactie dat de wet op de overheidsopdrachten niet wordt toegepast en dus niet wordt nageleefd.

De oude opdracht liep af op 31/10/2019, de nieuwe werd gegund op 22/11/2019 en de factuur waarop de transactie betrekking heeft, is gedateerd op 1/11/2019.

Wat zorgwekkend is, is dat dit een gangbare praktijk wordt, aangezien er ook in punt 11 een soortgelijke beraadslaging te vinden is.

Wij zullen uiteraard TEGEN dit punt stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

FINANCES - FINANCIËN

Taxes - Belastingen

9 Finances - Redevance sur la célébration civile des mariages librement demandée par les particuliers - Règlement - Renouvellement – Modifications.

LE CONSEIL,

Vu le règlement-redevance relatif à la célébration civile des mariages librement demandée par les particuliers, voté par le conseil communal le 14 octobre 2014 ;

Vu l'article 170 § 4 de la Constitution ;

Vu les articles 117 et 118 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle Loi Communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;

DECIDE :

de modifier comme suit le règlement-redevance sur la célébration civile des mariages librement demandée par les particuliers :

Ancien texte :

Article 2.

Les mariages civils célébrés le mardi entre 09h00 et 12h00 ne sont pas soumis à la perception d'une redevance.

Article 3.

La redevance est fixée comme suit :

	9h à 12h (dernier mariage à 11h45)	12h à 15h30 (dernier mariage à 15h15)
Lundi	100 €	100 €
Mardi	0 €	100 €
Mercredi	100 €	100€
Jeudi	100 €	100 €
Vendredi	100 €	450 €
Samedi	180 €	450 €

Nouveau texte :

Article 2 .

Les mariages civils célébrés le mardi entre 10h00 et 12h (*dernier mariage à 11h30*) ne sont pas soumis à la perception d'une redevance.

Article 3.

La redevance est fixée comme suit :

	<i>10h à 12h (dernier mariage à 11h30)</i>	<i>12h à 15h30 (dernier mariage à 15h00)</i>
Lundi	100 €	100 €
Mardi	0 €	100 €
Mercredi	100 €	100€
Jeudi	100 €	100 €
	<i>10h à 12h (dernier mariage à 11h30)</i>	<i>à partir de 14h</i>
Vendredi	100 €	450 €
Samedi	180 €	450 €

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

Financiën - Retributie voor de burgerlijke voltrekking van huwelijken vrij aangevraagd door particulieren - Reglement - Hernieuwing – Wijzigingen.

DE RAAD,

Gelet op het retributiereglement op de burgerlijke voltrekking van huwelijken vrij aangevraagd door particulieren, gestemd door de gemeenteraad op 14 oktober 2014;

Gelet op artikel 170 §4 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117 en 118 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en latere wijzigingen;

BESLIST:

het retributiereglement op de burgerlijke voltrekking van huwelijken vrij aangevraagd door particulieren als volgt te wijzigen :

Oude tekst:

Artikel 2.

De burgerlijke huwelijken voltrokken op dinsdag tussen 9u00 en 12u00 zijn niet onderworpen aan het innen van een retributie.

Artikel 3.

De retributie wordt als volgt vastgesteld:

	9u tot 12u (laatste huwelijk om 11u45)	12u tot 15u30 (laatste huwelijk om 15u15)
Maandag	100 €	100 €
Dinsdag	0 €	100 €
Woensdag	100 €	100€
Donderdag	100 €	100 €
Vrijdag	100 €	450 €
Zaterdag	180 €	450 €

Nieuwe tekst:

Artikel 2.

De burgerlijke huwelijken voltrokken op dinsdag tussen 10u00 en 12u00 (laatste huwelijk om 11u30) zijn niet onderworpen aan het innen van een retributie.

Artikel 3.

De retributie wordt als volgt vastgesteld:

	10u tot 12u (laatste huwelijk om 11u30)	12u tot 15u30 (laatste huwelijk om 15u00)
Maandag	100 €	100 €
Dinsdag	0 €	100 €
Woensdag	100 €	100€
Donderdag	100 €	100 €
	10u tot 12u (laatste huwelijk om 11u30)	vanaf 14u
Vrijdag	100 €	450 €
Zaterdag	180 €	450 €

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
35 stemmers : 35 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

10 **Finances – Taxe sur la constitution de dossiers administratifs - Règlement - Renouvellement - Modifications.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 170 § 4 de la Constitution ;

Vu les articles 117 et 118 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle Loi Communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;

Vu les Circulaires du SPF Intérieur du 20/05/2016 et 5/07/2016 relatives à l'application "Mon Dossier", nouveau webservice amélioré et adapté aux communes: simplification administrative lors de la délivrance de certificats;

Vu les développements postérieurs ayant rendu possible la liaison informatique directe entre l'application fédérale "Mon Dossier" et l'e-guichet régional "Irisbox";

Considérant la volonté de promouvoir en permanence l'esprit de simplification administrative, de facilitation de l'accomplissement de démarches en ligne et d'accessibilité générale à la délivrance des documents administratifs;

Vu en outre le transfert au 1er janvier 2018 des compétences des provinces vers les communes en matière de passeports et titres de voyage et le principe général d'égalité de traitement entre tous les citoyens;

Vu le règlement- taxe sur la constitution de dossiers administratifs, voté par le conseil communal le 17 décembre 2019 ;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Forest les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale ;

Considérant que la commune de Forest s'est déclarée commune hospitalière ;

Considérant que la commune doit percevoir des recettes pour assurer des dépenses ;

DECIDE :

De modifier comme suit le règlement-taxe sur la constitution de dossiers administratifs.

Ancien texte :

Article 3.

Le montant de la taxe est fixé comme suit :

1. sur la demande d'inscription dans les registres de population	- d'une personne belge radiée d'office ou venant de l'étranger 10,00 € - d'une personne étrangère radiée d'office des registres de la population depuis moins d'un an, ou radiée pour l'étranger des mêmes registres depuis moins d'un an 10,00 €
2. sur la demande de dérogation prévue à l'article 18 bis de la loi du 15 décembre 1980	10,00 €
3. sur les demandes de régularisation prévues par la loi du 15 décembre 1980 (par personne au-delà de 12 ans)	10,00 €
4. Sur la demande de changement d'adresse (mutation interne ou venant d'autre commune)	5,00 €
5. sur la constitution d'un dossier relatif au changement de nom, de lieu de naissance, ou de date de naissance	65,00 €
6. sur la demande de rectification des données du registre national en raison d'un acte étranger ou d'une décision étrangère de changement de nom, de prénom, de lieu de naissance ou de date de naissance	65,00 €
7. sur la constitution d'un dossier de demande de concession	50,00 €

<p>8. Sur la constitution d'un dossier de changement de prénom. L'Officier de l'Etat civil peut éventuellement réduire ce montant à 49€ Si le prénom du citoyen :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Est ridicule ou odieux (en lui-même, par association à son nom ou parce qu'il est désuet) ; • A une consonnance étrangère ; • Prête à confusion (par exemple s'il indique le mauvais sexe ou se confond avec le nom) ; • Est modifié uniquement par un trait d'union ou un signe qui modifie sa prononciation (accent) ; • Est simplement abrégé. <p>Concernant les personnes qui ont la conviction que le sexe mentionné dans leur acte de naissance ne correspond pas à leur identité de genre vécue intimement, le coût s'élève également à 49€.</p>	<p>450,00 € (par personne)</p>
<p>9. sur la constitution d'un dossier de cessation unilatérale de cohabitation légale</p>	<p>65,00 €</p>
<p>10. sur la constitution d'un dossier de cessation unilatérale de cohabitation légale</p>	<p>65,00 €</p>

Nouveau texte :

Article 3.

Le montant de la taxe est fixé comme suit :

<p>1. sur la demande d'inscription dans les registres de population</p>	<p>- d'une personne belge radiée d'office ou venant de l'étranger 10,00 € - d'une personne étrangère radiée d'office des registres de la population depuis moins d'un an, ou radiée pour l'étranger des mêmes registres depuis moins d'un an 10,00 €</p>
<p>2. sur la demande de dérogation prévue à l'article 18 bis de la loi du 15 décembre 1980</p>	<p>10,00 €</p>
<p>3. sur les demandes de régularisation prévues par la loi du 15 décembre 1980 (par personne au-delà de 12 ans)</p>	<p>10,00 €</p>

4. Sur la demande de changement d'adresse (mutation interne ou venant d'autre commune)	5,00 €
5. sur l'établissement du dossier en vue de l'obtention de la nationalité belge	65,00 €
6. sur la demande de rectification des données du registre national en raison d'un acte étranger ou d'une décision étrangère de changement de nom, de prénom, de lieu de naissance ou de date de naissance	65,00 €
7. sur la constitution d'un dossier de demande de concession	50,00 €
<p>8. Sur la constitution d'un dossier de changement de prénom. L'Officier de l'Etat civil peut éventuellement réduire ce montant à 49€ Si le prénom du citoyen :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Est ridicule ou odieux (en lui-même, par association à son nom ou parce qu'il est désuet) ; • A une consonnance étrangère ; • Prête à confusion (par exemple s'il indique le mauvais sexe ou se confond avec le nom) ; • Est modifié uniquement par un trait d'union ou un signe qui modifie sa prononciation (accent) ; • Est simplement abrégé. <p>Concernant les personnes qui ont la conviction que le sexe mentionné dans leur acte de naissance ne correspond pas à leur identité de genre vécue intimement, le coût s'élève également à 49€.</p>	450,00 € (par personne)

Le Conseil approuve le projet de délibération.
35 votants : 35 votes positifs.

Financiën - Belasting op de samenstelling van administratieve dossiers - Reglement - Hernieuwing - Wijzigingen.

DE RAAD,

Gelet op artikel 170 §4 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117 en 118 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en latere wijzigingen;

Gelet op de Omzendbrieven van de FOD Binnenlandse Zaken van 20/05/2016 en 5/07/2016 betreffende de toepassing "Mijn Dossier", nieuwe verbeterde webservice op maat van de gemeenten: administratieve vereenvoudiging bij de afgifte van getuigschriften;

Gelet op de verdere ontwikkelingen die de rechtstreekse computerverbinding tussen de federale toepassing "Mijn Dossier" en het gewestelijke e-loket "Irisbox" mogelijk hebben gemaakt;

Overwegende de permanente wil om de geest van administratieve vereenvoudiging te promoten, alsook het makkelijker maken van het vervullen van online-formaliteiten en van de algemene toegankelijkheid tot de afgifte van administratieve documenten;

Gelet bovendien op de overdracht op 1 januari 2018 van de bevoegdheden voor paspoorten en reisdocumenten van de provincies naar de gemeenten en het algemeen beginsel van gelijke behandeling van alle burgers;

Gelet op het belastingreglement op de samenstelling van administratieve dossiers, gestemd door de gemeenteraad op 17 december 2019;

Overwegende dat de door deze belasting nagestreefde doelstelling erin bestaat aan de gemeente Vorst de financiële middelen te verschaffen die noodzakelijk zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren alsook om haar financieel evenwicht te verzekeren en overwegende dat het, in het nastreven van deze doelstelling, gerechtvaardigd blijkt om rekening te houden met de financiële capaciteit van de belastingplichtigen vanuit het geprononceerde streven naar een evenwichtige verdeling van de belastingdruk;

Overwegende dat de gemeente Vorst zich gastvrije gemeente noemt;

Overwegende dat de gemeente inkomsten dient te ontvangen om uitgaven te kunnen verzekeren;

BESLIST:

Het belastingreglement op de samenstelling van administratieve dossiers als volgt te wijzigen.

Oude tekst:

Artikel 3:

Het bedrag van de belasting wordt als volgt vastgesteld:

--

1. op de aanvraag tot inschrijving in de bevolkingsregisters	- van een Belg die van ambtswege geschrappt werd of van het buitenland komt 10,00 € - van een buitenlander die sinds minder dan één jaar van ambtswege geschrappt werd uit de bevolkingsregisters, of geschrappt voor het buitenland uit dezelfde registers sinds minder dan één jaar 10,00 €
2. op de aanvraag tot afwijking voorzien in artikel 18 bis van de wet van 15 december 1980	10,00 €
3. op de regularisatie-aanvragen voorzien door de wet van 15 december 1980 (per persoon ouder dan 12 jaar)	10,00 €
4. op de aanvraag tot adreswijziging (interne mutatie of komende van een andere gemeente)	5,00 €
5 op de samenstelling van een dossier met betrekking tot de wijziging van naam, geboorteplaats of geboortedatum	65,00 €
6. op de aanvraag tot rechtzetting van de gegevens in het rijksregister omwille van een buitenlandse akte of een buitenlandse beslissing van wijziging van naam, voornaam, geboorteplaats of geboortedatum	65,00 €
7. op de samenstelling van een dossier met betrekking tot de aanvraag van concessie	50,00 €

<p>8. op de samenstelling van een dossier van wijziging van voornaam. De ambtenaar van de Burgerlijke Stand kan dit bedrag eventueel verlagen naar 49€ indien de voornaam van de burger:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Belachelijk of hatelijk is (op zichzelf genomen, of in combinatie met zijn naam of omdat hij ouderwets is); • Een buitenlandse klank heeft; • Tot verwarring leidt (bijvoorbeeld als hij op het andere geslacht duidt of door elkaar gehaald wordt met de naam); • Enkel verandert door een koppelteken of een teken dat de uitspraak ervan verandert (accent); • Louter afgekort wordt. <p>Voor personen die de overtuiging hebben dat het geslacht vermeld op hun geboorteakte niet overeenkomt met hun innerlijke beleefde genderidentiteit, bedragen de kosten tevens 49€.</p>	<p>450,00 € (per persoon)</p>
<p>9. op de aanleg van het dossier teneinde de Belgische nationaliteit te bekomen</p>	<p>65,00 €</p>
<p>10. op de samenstelling van een dossier omtrent de eenzijdige opheffing van wettelijke samenwoning</p>	<p>65,00 €</p>

Nieuwe tekst:

Artikel 3:

Het bedrag van de belasting wordt als volgt vastgesteld :

<p>1. op de aanvraag tot inschrijving in de bevolkingsregisters</p>	<p>- van een Belg die van ambtswege geschrapt werd of van het buitenland komt 10,00 € - van een buitenlander die sinds minder dan één jaar van ambtswege geschrapt werd uit de bevolkingsregisters, of geschrapt voor het buitenland uit dezelfde registers sinds minder dan één jaar 10,00 €</p>
<p>2. op de aanvraag tot afwijking voorzien in artikel 18 bis van de wet van 15 december 1980</p>	<p>10,00 €</p>

3. op de regularisatie-aanvragen voorzien door de wet van 15 december 1980 (per persoon ouder dan 12 jaar)	10,00 €
4. op de aanvraag tot adreswijziging (interne mutatie of komende van een andere gemeente)	5,00 €
5. op de aanleg van het dossier teneinde de Belgische nationaliteit te bekomen	65,00 €
6. op de aanvraag tot rechtzetting van de gegevens in het rijksregister omwille van een buitenlandse akte of een buitenlandse beslissing van wijziging van naam, voornaam, geboorteplaats of geboortedatum	65,00 €
7. op de samenstelling van een dossier met betrekking tot de aanvraag van concessie	50,00 €
8. op de samenstelling van een dossier van wijziging van voornaam. De ambtenaar van de Burgerlijke Stand kan dit bedrag eventueel verlagen naar 49€ indien de voornaam van de burger: <ul style="list-style-type: none"> • Belachelijk of hatelijk is (op zichzelf genomen, of in combinatie met zijn naam of omdat hij ouderwets is); • Een buitenlandse klank heeft; • Tot verwarring leidt (bijvoorbeeld als hij op het andere geslacht duidt of door elkaar gehaald wordt met de naam); • Enkel verandert door een koppelteken of een teken dat de uitspraak ervan verandert (accent); • Louter afgekort wordt. <p>Voor personen die de overtuiging hebben dat het geslacht vermeld op hun geboorteakte niet overeenkomt met hun innerlijke beleefde genderidentiteit, bedragen de kosten tevens 49€.</p>	450,00 € (per persoon)

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

Modifications.

LE CONSEIL,

Vu l'article 170 § 4 de la Constitution ;

Vu les articles 117 et 118 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle Loi Communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;

Considérant la volonté de promouvoir en permanence l'esprit de simplification administrative, de facilitation de l'accomplissement de démarches en ligne et d'accessibilité générale à la délivrance des documents administratifs;

Vu le règlement- taxe sur les transports funèbres et la pose de scellés, voté par le conseil communal du 17 décembre 2019 ;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Forest les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale ;

DECIDE :

De modifier comme suit le règlement-taxe *relative aux décès et d' arrivée tardive au cimetière de Forest* :

Ancien texte :

Article 1.

Il est établi du 01/01/2020 au 31/12/2025 une taxe sur les transports funèbres et sur la fermeture des cercueils.

Article 3.

La taxe est fixée à 1.000,00 € par convoi funèbre arrivant au cimetière communal après 15h30 et après 13h le vendredi.

Article 4.

Une taxe de fermeture des cercueils est due pour toutes les personnes décédées sur le territoire de la commune.

Cette taxe est fixée à 150,00 € et donne lieu à la remise d'une attestation de paiement lors de la fermeture du cercueil.

Cette taxe n'est pas due lors de l'organisation des funérailles des personnes réputées indigentes.

Article 5.

Les taxes sont dues au comptant, au moment où les modalités des funérailles sont convenues. Elles sont payables au Receveur communal, à ses préposés ou aux agents percepteurs désignés à cet effet.

Nouveau texte :

Article 1.

Il est établi du 01/05/2020 au 31/12/2025 une taxe *pour frais administratifs relatifs à tout décès survenu sur le territoire de la commune de Forest et d'arrivée tardive au cimetière de Forest.*

Article 3.

La *taxe pour frais administratifs relatifs à tout décès survenu sur le territoire de Forest* est fixée à 170,00€.

Cette taxe n'est pas due lors de l'organisation des funérailles des personnes réputées *indigentes ni lors des dons de corps aux facultés de médecine.*

Article 4.

La *taxe d'arrivée tardive au cimetière de Forest* est fixée à 1.000,00 € par convoi funèbre arrivant au cimetière communal après 15h30 *du lundi au jeudi* et après 13h le vendredi.

Article 5.

Les taxes sont dues au comptant, au moment où les modalités des funérailles sont *convenues ou lors de l'arrivée tardive au cimetière de Forest.* Elles sont payables au Receveur communal, à ses préposés ou aux agents percepteurs désignés à cet effet.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 20 votes positifs, 15 votes négatifs.

Non : Marc Loewenstein, Laurent Hacken, Cédric Pierre, Stéphanie Koplowicz, Simon De Beer, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Nabil Boukili, Christophe Borcy, Valérie Michaux, Alexander Billiet, Mustapha Al Masude, Samir Ahrouch, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer, Yves Roland.

Financiën - Belasting betreffende het overlijden en de late aankomst op het kerkhof van Vorst - Reglement - Wijzigingen.

DE RAAD,

Gelet op artikel 170 §4 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117 en 118 van de Nieuwe Gemeentewet:

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en latere wijzigingen;

Overwegende de permanente wil om de geest van administratieve vereenvoudiging te promoten, alsook van de bevordering van het vervullen van online-formaliteiten en van algemene toegankelijkheid tot de afgifte van administratieve documenten;

Gelet op het belastingreglement op het lijkenvervoer en het plaatsen van zegels, gestemd door de

gemeenteraad van 17 december 2019;

Overwegende dat de door deze belasting nagestreefde doelstelling erin bestaat aan de gemeente Vorst de financiële middelen te verschaffen die noodzakelijk zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren alsook om haar financieel evenwicht te verzekeren en overwegende dat het, in het nastreven van deze doelstelling, gerechtvaardigd blijkt om rekening te houden met de financiële capaciteit van de belastingplichtigen vanuit het gegronde streven naar een evenwichtige verdeling van de belastingdruk;

BESLIST:

Het belastingreglement *betreffende het overlijden en de late aankomst op het kerkhof van Vorst* als volgt te wijzigen:

Oude tekst:

Artikel 1.

Er wordt van 01/01/2020 tot 31/12/2025 een belasting gevestigd op het lijkenvervoer en de sluiting van de doodskisten.

Artikel 3.

Een belasting van 1.000,00 € moet worden betaald bij elk vervoer dat na 15u30 en na 13u op vrijdag op het gemeentelijk kerkhof aankomt.

Artikel 4.

De belasting op de sluiting van de doodskisten is betaalbaar voor alle personen overleden op het grondgebied van de gemeente.

Deze belasting is vastgesteld op 150,00 € en zal aanleiding geven tot de afgifte van een betalingsbewijs op het ogenblik van de sluiting van de doodskist.

Deze belasting is niet verschuldigd bij het organiseren van de lijkbezorging van behoeftige personen.

Artikel 5.

De belastingen zijn contant betaalbaar op het ogenblik van de afhandeling van de modaliteiten voor de begrafenis, in handen van de gemeenteontvanger, zijn aangestelden of de regelmatig daartoe aangeduide beambten.

Nieuwe tekst:

Artikel 1.

Er wordt van 01/05/2020 tot 31/12/2025 een belasting gevestigd voor *administratieve kosten betreffende elk overlijden op het grondgebied van de gemeente Vorst en op de late aankomst op het kerkhof van Vorst.*

Artikel 3.

De belasting voor *administratieve kosten betreffende elk overlijden op het grondgebied van de gemeente Vorst* is vastgesteld op 170,00 € .

Deze belasting is niet verschuldigd bij het organiseren van de lijkbezorging van behoeftige personen noch *in geval van lichaamsdonatie aan de faculteiten geneeskunde.*

Artikel 4.

Een belasting van 1.000,00 € moet worden betaald bij elk vervoer dat na 15u30 *van maandag tot donderdag* en na 13u op vrijdag op het gemeentelijk kerkhof aankomt.

Artikel 5.

De belastingen zijn contant betaalbaar op het ogenblik van de afhandeling van de modaliteiten voor de begrafenis *of bij late aankomst op het kerkhof van Vorst*, in handen van de Gemeenteontvanger, haar aangestelden of de regelmatig daartoe aangeduide beampten.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 20 positieve stemmen, 15 negatieve stemmen.

Nee : Marc Loewenstein, Laurent Hacken, Cédric Pierre, Stéphanie Koplowicz, Simon De Beer, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Nabil Boukili, Christophe Borcy, Valérie Michaux, Alexander Billiet, Mustapha Al Masude, Samir Ahrouch, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer, Yves Roland.

Monsieur Loewenstein : Il s'agit ici d'une augmentation de la taxe sur la fermeture des cercueils de 150 à 170€ pour les décès survenus à Forest.

C'est un peu malvenu en cette période...

Nous voterons CONTRE.

De heer Loewenstein: Het gaat hier om een verhoging van de belasting op het sluiten van doodskisten van 150 naar 170 euro voor overlijdens in Vorst.

Dat valt nogal slecht in deze periode ...

Wij zullen TEGEN stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

AFFAIRES GÉNÉRALES - ALGEMENE ZAKEN

Logistique - Logistiek

- 12 **Logistique - Accueil extrascolaire - Fourniture de denrées alimentaires et petits ustensiles ménagers - Achats effectués en dehors du cadre d'un marché public - Transaction.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'article 117, relatif aux attributions du conseil communal ;

Considérant que le marché public n° 2019-F-002 « Fourniture de denrées alimentaires et petits ustensiles ménagers » avait pris fin le 31 décembre 2019 ;

Considérant que le nouveau marché public n° 2020-F-003 « Fourniture de denrées alimentaires et petits ustensiles ménagers » a débuté le 2 janvier 2020 ;

Considérant que des achats de denrées alimentaires ont été effectués dans un magasin Colruyt, soit auprès de la société ETABLISSEMENTEN FRANZ COLRUYT S.A. (ancien adjudicataire du lot 4 : denrées alimentaires et petits ustensiles ménagers (à emporter)) ;

Vu la facture y afférente n° 345131911 du 02/01/2020 d'un montant de 8,72 € TVAC ;

Considérant que la facture se rapporte à des achats qui ont été effectués en dehors du cadre d'un marché public et qu'afin de permettre son paiement, une transaction doit être conclue entre la société ETABLISSEMENTEN FRANZ COLRUYT S.A et la Commune de Forest ;

DECIDE :

De conclure une transaction avec la société ETABLISSEMENTEN FRANZ COLRUYT S.A, afin de payer la facture n° 345131911 du 02/01/2020 d'un montant de 8,72 € TVAC pour des achats de denrées alimentaires effectués dans un magasin Colruyt, en dehors du cadre d'un marché public ;

D'approuver à cet effet les termes de la convention ci-annexée ;

D'inscrire la dépense à l'article 7611/124-48/34 du service ordinaire du budget 2020.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 30 votes positifs, 5 votes négatifs.

Non : Marc Loewenstein, Laurent Hacken, Samir Ahrouch, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer.

Logistiek - Buitenschoolse opvang - Aankoop van voedingsmiddelen en kleine huishoudartikelen – Aankopen verricht buiten het kader van een overheidsopdracht - Dading.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 117 betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Overwegende dat de overheidsopdracht nr. 2019-F-002 “Aankoop van voedingsmiddelen en kleine huishoudartikelen” is afgelopen op 31 december 2019;

Overwegende dat de nieuwe overheidsopdracht nr. 2020-F-003 “Aankoop van voedingsmiddelen en kleine huishoudartikelen” is gestart op 2 januari 2020;

Overwegende dat er aankopen van voedingsmiddelen werden gedaan in een Colruyt-winkel, oftewel bij de vennootschap ETABLISSEMENTEN FRANZ COLRUYT N.V. (vorige opdrachtnemer van perceel 4: voedingsmiddelen en kleine huishoudartikelen (om mee te nemen));

Gelet op de desbetreffende factuur nr. 345131911 van 02/01/2020 voor een bedrag van 8,72 € incl. BTW;

Overwegende dat de factuur betrekking heeft op aankopen die werden verricht buiten het kader van een overheidsopdracht en dat er, om de betaling mogelijk te maken, een dading moet worden afgesloten tussen de vennootschap ETABLISSEMENTEN FRANZ COLRUYT N.V. en de Gemeente Vorst;

BESLIST :

Een dading af te sluiten met de vennootschap ETABLISSEMENTEN FRANZ COLRUYT N.V., teneinde

de facture nr. 345131911 van 02/01/2020 voor een bedrag van 8,72 € incl. BTW te betalen voor aankopen van voedingsmiddelen in een Colruyt-winkel, buiten het kader van een overheidsopdracht;

Met het oog hierop de termen van de overeenkomst, opgenomen in bijlage, goed te keuren;

De uitgave in te schrijven op artikel 7611/124-48/34 van de gewone dienst van de begroting 2020.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 30 positieve stemmen, 5 negatieve stemmen.

Nee : Marc Loewenstein, Laurent Hacken, Samir Ahrouch, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer.

Monsieur Loewenstein :

Je me réfère à ma remarque faite lors de l'examen du point 8 avec une demande d'explication plus particulière sur ce point : l'ancien marché a pris fin le 31/12/19, le nouveau marché a débuté le 2/1/20 et la facture sur laquelle porte la transaction date du 2/1/20. Où est le problème ?

De heer Loewenstein:

Ik verwijst naar mijn opmerking bij de bespreking van punt 8 met een verzoek om toelichting bij dit punt: de oude opdracht eindigde op 31/12/2019, de nieuwe begon op 2/1/2020 en de factuur waarop de transactie betrekking heeft, dateert van 2/1/2020. Waar zit het probleem?

3 annexes / 3 bijlagen

13 **Logistique - Collaboration entre la Commune de Forest et le CPAS de Forest pour la réalisation d'un marché conjoint relatif à la mise à disposition du personnel communal et du CPAS de chèques-repas et chèques-cadeaux (2020-S-014) - Approbation de la convention de collaboration.**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle Loi communale, notamment l'article 117 selon laquelle " Le conseil règle tout ce qui est d'intérêt communal (...)" ;

Vu la loi relative aux marchés publics du 17 juin 2016 et en particulier l'article 48 ("Marchés conjoints occasionnels") ;

Considérant la volonté exprimée à plusieurs reprises d'offrir des chèques-cadeau aux nouveaux retraités ;

Considérant que la Commune et le CPAS de Forest estiment opportun de réaliser un marché conjoint pour la réalisation d'un marché-conjoint relatif à la mise à disposition du personnel communal et du CPAS de chèques-repas et chèques-cadeaux;

Considérant qu'il est dès lors proposé l'établissement d'une convention entre la Commune de Forest et le CPAS de Forest en vue de régler toutes les modalités de collaboration entre ces deux institutions dans le cadre de ce marché conjoint ;

Considérant que cette convention de collaboration, approuvée par le Conseil de l'action sociale du CPAS de Forest, figure en annexe de ce dossier ;

DECIDE :

D'approuver la « Convention relative à la collaboration entre la Commune de Forest et le CPAS de Forest pour la réalisation d'un marché-conjoint relatif à la mise à disposition du personnel communal et du CPAS de chèques-repas et chèques-cadeaux ».

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

Logistiek - Samenwerking tussen de Gemeente Vorst en het OCMW van Vorst voor de uitvoering van een gezamenlijke opdracht met betrekking tot de terbeschikkingstelling van maaltijdcheques en cadeaucheques aan het gemeente- en OCMW-personeel (2020-S-014) - Goedkeuring van de samenwerkingsovereenkomst.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, met name artikel 117 dat stipuleert “De raad regelt alles wat van gemeentelijk belang is (...)”;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 48 (“Occasionele gezamenlijke opdrachten”);

Overwegende de wens die meermaals uitgedrukt werd om cadeaucheques aan te bieden aan personeelsleden die met pensioen gaan;

Overwegende dat de Gemeente en het OCMW van Vorst het opportuun achten een gezamenlijke opdracht te organiseren voor de uitvoering van een gezamenlijke opdracht met betrekking tot de terbeschikkingstelling van maaltijdcheques en cadeaucheques aan het gemeente- en OCMW-personeel;

Overwegende dat er derhalve voorgesteld wordt een overeenkomst op te stellen tussen de Gemeente en het OCMW van Vorst om alle samenwerkingsmodaliteiten tussen beide instellingen vast te leggen in het kader van deze gezamenlijke opdracht;

Overwegende dat deze samenwerkingsovereenkomst, die werd goedgekeurd door de Raad voor Maatschappelijk Welzijn van het OCMW van Vorst, zich als bijlage bij dit dossier bevindt;

BESLIST:

Goedkeuring te verlenen aan de “Overeenkomst betreffende de samenwerking tussen de Gemeente Vorst en het OCMW van Vorst voor de uitvoering van een gezamenlijke opdracht met betrekking tot de terbeschikkingstelling van maaltijdcheques en cadeaucheques aan het gemeente- en OCMW-personeel”.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

Monsieur Pierre-De Permentier:

C'est une mauvaise habitude du collège de faire un outil politique de ce genre de dossiers. La communication qui a été faite au sujet de l'octroi des chèques repas ressemble à une propagande politique.

Monsieur Hacken :

Il était temps que le collège fasse quelque chose pour le personnel mais je suis choqué de la façon dont le collège a communiqué à ce sujet.

Monsieur Loewenstein :

Par courriers électroniques des 12 (en français) et 13 février (en néerlandais) dernier, le bourgmestre a communiqué en ces termes :

■ •

Le groupe de travail composé du Bourgmestre Stéphane Roberti, du Président du CPAS Nicolas Lonfils et de l'échevin de la transition administrative Charles Spapens a pris cette décision en concertation avec les organisations syndicales. Les chèques-repas auront une valeur journalière de 6 euros. L'objectif est de concrétiser cette décision dès la fin de l'année.

La majorité ECOLO- PS forestoise se réjouit ainsi de pouvoir répondre aux légitimes revendications émises par les agents communaux et n'a jamais caché sa volonté d'agir face aux inégalités salariales qui existent entre les agents administratifs des différents niveaux de pouvoir. Cette mesure va dans ce sens. Tous les agents communaux et du CPAS bénéficieront du même avantage.

Merci de transmettre aux agents non-détenteurs d'une adresse « user ».

Bien à vous,

Stéphane ROBERTI (...) » ;

Le début de cette communication est d'ailleurs repris dans cette délibération.

Avant le début de la crise du Covid-19, j'avais interpellé le collège sur cette question, interpellation que j'avais reporté lors du dernier conseil au vu de la situation. Le point revient par le fait du collège aujourd'hui et c'est donc dans ce cadre que je dirai ce que je voulais aborder dans mon interpellation.

Au-delà donc de ce point qui concerne une collaboration entre la commune et le CPAS, puisque c'est la première fois qu'on aborde en conseil ce point depuis votre communication de février, j'aimerais interroger le Collège sur cette communication, sur la mise en œuvre de cette mesure, et sur l'impact budgétaire de cette mesure tant pour la commune que pour le CPAS.

1. Tout d'abord, au moment cette annonce des 12 et 13 février, le Collège n'avait, sans surprise – puisque c'est un peu votre marque de fabrique de préférer la comm' à la gestion rigoureuse – pas encore pris de décision en la matière. Ou en tous les cas, il n'en avait pas pris lorsque la « décision » a été communiquée dans la presse et au sein du personnel. Qu'en est-il aujourd'hui ? A ma connaissance, mise à part ce point sur la collaboration avec le CPAS, aucune décision de principe n'a été acté par le Collège, et la manière dont la délibération est rédigée le confirme puisque la seule référence faite est celle liée à la communication du 12 février... J'aimerais donc savoir ici quelles sont les étapes à venir ?
2. J'en viens maintenant aux aspects budgétaires. Quel sera l'impact de la mesure sur une année complète ? Vous avez inscrit 250.000€ au budget 2020 en vous disant sans doute que vous mettez en route la mesure au cours du dernier quadrimestre/trimestre ? Qu'en sera-t-

il pour 2021 ? Où allez-vous chercher les moyens en plus ? Quid par ailleurs de l'impact financier au niveau du CPAS qui aura certainement des répercussions sur la dotation communale ?

3. Pour ce qui est par ailleurs de la communication, monsieur le Bourgmestre, vous informez le personnel communal de la décision du groupe de travail composé de vous-même, du président du CPAS, Nicolas LONFILS, et du 1^{er} échevin, Charles SPAPENS, d'octroyer des chèques-repas tant au personnel de l'administration communale qu'à celui du CPAS.

Que le Collège des bourgmestre et échevins communique sur une décision prise à l'attention du personnel ne me dérange pas et ne pose pas de problème en soi, ce qui pose par contre question et dénote selon nous un manque total d'éthique dans l'exercice de vos fonctions, et c'est encore le cas dans cette délibération, c'est que vous utilisez des outils communaux, des canaux officiels, des deniers publics pour faire de la communication politique au bénéfice des deux partis associés à la majorité et, plus particulièrement, de vous-même, du président du CPAS et du 1^{er} échevin.

On se demande parfois sur quelle planète vous vivez. Quelles sont vos limites ? Où est l'éthique tant prônée par votre parti et qui vous fait tant défaut ? Comment peut-on oser, en tant que plus haute autorité de l'administration communale, commencer une communication de service par « La majorité ECOLO-PS » et signer une telle annonce sans contreseing de la secrétaire communale ? C'est totalement indigne de votre fonction.

Même si je n'attends pas vraiment de réponse à cette première question, j'aimerais en poser une autre et savoir si une même communication a été réalisée à l'attention du personnel du CPAS. Si oui, pourriez-vous nous la communiquer ?

- Par ailleurs, votre communication n'est signée que par vous. Elle n'est pas contresignée par la secrétaire communale, ce qui démontre sans doute encore une fois le manque de considération que vous avez pour le respect des règles et procédures puisqu'il n'y a par ailleurs pas eu de décision du Collège sur ce point dont l'impact financier est tout de même considérable. Et en bas de votre signature, est reprise la mention « *Ce message n'engage pas la Commune de Forest et reste informel (...)* ». Je suppose que cela signifie que vous vous engagez sur vos deniers personnels...

Enfin, si le personnel communal mérite des avancées sociales, les choses ne doivent pas être juste annoncées dans la presse. Elles doivent être décidées formellement au sein des instances adhoc avec toute la rigueur et le sérieux qu'elles méritent.

Encore une fois, utiliser des moyens publics pour faire de la communication politique sur une décision non-validée par le Collège est une pratique inacceptable.

Messieurs Roberti et Spapens admettent que la communication était malheureuse, mais que cela a été fait dans la précipitation. Il n'y avait aucune volonté d'en faire une propagande politique, n'y d'exclure l'administration (les secrétaires) de cette communication.

Monsieur Loewenstein :

Je regrette que, malgré le rappel de ma question de savoir si une même communication a été faite au niveau du CPAS que le bourgmestre, le président du CPAS et le 1^{er} échevin tous les 3 présents ne souhaitent pas répondre et renvoient la question vers le secrétaire du CPAS alors qu'il semble évident que, tout comme la secrétaire communale n'a pas été impliquée dans la communication, il en

est sans doute de même pour lui. C'est assez lamentable.

De heer Pierre-De Permentier:

Het is een slechte gewoonte van het College om van dit soort dossiers een politiek instrument te maken. De communicatie rond de maaltijdcheques lijkt op politieke propaganda.

De heer Hacken:

Het werd tijd dat het College iets deed voor het personeel, maar ik ben geschokt door de manier waarop het College erover communiceerde.

De heer Loewenstein:

In een e-mail van 12 (in het Frans) en 13 februari (in het Nederlands) meldde de burgemeester het volgende:

•

“De werkgroep samengesteld uit de Burgemeester Stéphane Roberti, de Voorzitter van het OCMW Nicolas Lonfils en de schepen van administratieve transitie Charles Spapens heeft deze beslissing genomen in overleg met de vakbondsorganisaties. De maaltijdcheques zullen een dagelijkse waarde van 6 euro hebben. Het is de bedoeling om deze beslissing tegen het einde van het jaar te concretiseren. De Vorstse meerderheid ECOLO-PS is verheugd zo tegemoet te kunnen komen aan de legitieme eisen van het gemeentepersoneel en heeft steeds duidelijk laten blijken dat ze iets wilde doen aan de loonkloven tussen de administratieve medewerkers van de verschillende bestuursniveaus. Deze maatregel gaat in die richting. Alle personeelsleden van de gemeente en het OCMW krijgen hetzelfde voordeel.

Gelieve deze informatie door te geven aan personeelsleden die geen “user” mailadres hebben.

Vriendelijke groeten,

Stéphane ROBERTI (...)”

Het begin van de mededeling is ook in deze beraadslaging opgenomen.

Vóór de coronacrisis had ik het College hieromtrent geïnterpelleerd, een vraag die ik op de laatste vergadering had uitgesteld omwille van de situatie. Het punt wordt nu terug op de agenda gezet door het College en het is dan ook in dit kader dat ik zal zeggen wat ik in mijn interpellatie wilde aankaarten.

Afgezien van dit punt dat betrekking heeft op de samenwerking tussen gemeente en OCMW, aangezien dit punt voor het eerst sinds uw mededeling van februari in de raad aan bod komt, wil ik het College vragen naar deze mededeling, naar de uitvoering van deze maatregel en naar de budgettaire gevolgen van deze maatregel voor zowel de gemeente als het OCMW.

1. Ten eerste had het College op het moment van de aankondigingen op 12 en 13 februari nog geen beslissing genomen over deze kwestie, wat niet verwonderlijk is, aangezien het een beetje uw handelsmerk is om de voorkeur te geven aan verkondigingen boven rigoureu management. Of in elk geval was er nog geen genomen toen de ‘beslissing’ aan de pers en aan het personeel werd meegedeeld. Wat betekent dit vandaag? Voor zover ik weet is er, afgezien van dit punt betreffende de samenwerking met het OCMW, geen enkele principiële beslissing genomen door het College, en de manier waarop de beraadslaging is opgesteld, bevestigt dit, aangezien de enige referentie de verwijzing naar de mededeling van 12 februari is. Ik zou hier dan ook graag willen weten wat de volgende stappen zijn?

2. **Dan kom ik nu bij de financiële aspecten. Wat is het effect van de maatregel over een heel jaar? U heeft 250.000 euro in de begroting 2020 opgenomen in de veronderstelling dat de maatregel de laatste drie of vier maanden van het jaar in uitvoering zal gaan? En hoe zit het dan voor 2021? Waar gaat u de bijkomende middelen dan halen? Hoe zit het met de financiële impact voor het OCMW, die wellicht een weerslag zal hebben op de gemeentedotatie?**
3. **Wat de communicatie betreft, mijnheer de burgemeester, informeert u het gemeentepersoneel over de beslissing van de werkgroep die bestaat uit uzelf, OCMW-voorzitter Nicolas LONFILS en eerste schepen Charles SPAPENS, om maaltijdcheques toe te kennen aan het personeel van gemeente en OCMW.**

Dat het College van burgemeesters en schepenen communiceert over een beslissing ter attentie van het personeel, stoort mij niet en vormt op zich geen probleem, maar wat wel vragen oproept en volgens ons duidt op een totaal gebrek aan ethiek in de uitoefening van uw functies - en dat is weer het geval in deze beraadslaging - is dat u gemeentelijke instrumenten, officiële kanalen, overheidsgeld gebruikt om politieke communicatie te doen ten voordele van de twee partijen die de meerderheid vormen, meer bepaald, uzelf, de OCMW-voorzitter en de eerste schepen. Soms vraag je je af op welke planeet jullie leven. Wat zijn jullie grenzen? Waar is de ethiek waar uw partij zo voor pleit en waaraan het u zo ontbreekt? Hoe kan men als hoogste autoriteit van het gemeentebestuur een dienstmededeling durven te starten met "De ECOLO-PS meerderheid" en zo'n mededeling te ondertekenen zonder medeondertekening van de gemeentesecretaris? Dit is uw functie totaal onwaardig.

Ook al verwacht ik niet echt een antwoord op deze eerste vraag, toch wil ik een andere vraag stellen en nagaan of dezelfde mededeling aan het personeel van het OCMW werd gedaan. Zo ja, kunt u het bericht dan ook aan ons doorgeven?

- **Bovendien wordt uw mededeling alleen door u ondertekend. Ze werd niet medeondertekend door de gemeentesecretaris, wat ongetwijfeld nogmaals aantoont dat u geen rekening houdt met de naleving van de regels en procedures, aangezien het College geen beslissing heeft genomen over dit punt, met nochtans een enorme financiële impact. En onder uw handtekening staat "*Dit bericht verbindt de gemeente Vorst niet en blijft informeel (...)*". Ik veronderstel dat dit betekent dat u de verbintenis aangaat met uw persoonlijke middelen ...**

Tot slot, ook al verdient het gemeentepersoneel sociale vooruitgang, toch moet dat niet alleen in de pers aangekondigd worden. Het moet formeel en volgens de geijkte procedures beslist worden binnen de adhoc-instanties.

Nogmaals, het gebruik van openbare middelen om politieke aankondigingen te doen over een beslissing die niet door het College gevalideerd werd, is onaanvaardbaar.

De heren Roberti en Spapens geven toe dat de mededeling ongelukkig was, maar dat ze overhaast is gedaan. Het was niet de bedoeling om er politieke propaganda van te maken of om de administratie (de secretarissen) uit te sluiten bij de bekendmaking.

De heer Loewenstein:

Ik vind het jammer dat, ondanks de herhaling van mijn vraag of er op dezelfde manier gecommuniceerd werd voor het OCMW, de burgemeester, de OCMW-voorzitter en de eerste schepen de vraag niet willen beantwoorden en doorverwijzen naar de OCMW-secretaris, terwijl het

duidelijk lijkt dat, net zoals de gemeentesecretaris niet betrokken was bij de communicatie, dit ongetwijfeld ook voor hem geldt. Dat is bedroevend.

2 annexes / 2 bijlagen

TRAVAUX PUBLICS - OPENBARE WERKEN

Voirie, Eau, Espaces verts - Wegenis, Water, Groene ruimten

- 14 **Travaux - Voirie - Adhésion à la centrale d'achat de l'intercommunale Sibelga en vue de l'acquisition de véhicules à carburants alternatifs, de bornes de recharge et d'outils de gestion de ces bornes au profit des pouvoirs locaux et régionaux de la Région de Bruxelles-Capitale.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 18 juin 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs spéciaux ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;

Vu l'ordonnance du 19 juillet 2001 relative à l'organisation du marché de l'électricité en Région de Bruxelles-Capitale, notamment l'article 24bis ;

Vu les articles 2.4.5. à 2.4.9. du COBRACE ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 15 mai 2014 relatif à l'exemplarité des pouvoirs publics en matière de transport et modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 7 avril 2011 relatif aux plans de déplacements d'entreprises ;

Considérant que l'article 2, 6° de la loi du 17 juin 2016 permet à une centrale d'achat, pouvoir adjudicateur, de passer des marchés de travaux, de fournitures et de services destinés à des pouvoirs adjudicateurs ;

Considérant l'article 47, §2, de la loi du 17 juin 2016 prévoyant qu'un pouvoir adjudicateur recourant à une centrale d'achat est dispensé d'organiser lui-même une procédure de passation ;

Qu'en vertu de l'article 47, §4, de la loi du 17 juin 2016, un pouvoir adjudicateur bénéficiaire peut, sans appliquer les procédures prévues par la loi du 17 juin 2016, attribuer à une centrale d'achat un marché public de services pour la fourniture d'activités d'achat centralisées ; que ces marchés publics de services peuvent également comprendre la fourniture d'activités d'achat auxiliaires ;

Considérant qu'une telle centrale d'achat a été mise en place par l'intercommunale Sibelga en ce qui concerne l'acquisition de véhicules à carburants alternatifs, de bornes de recharge pour dito et d'outils de gestion de ces bornes ;

Vu l'intérêt pour la commune de Forest de recourir à cette centrale d'achat qui permettra une rationalisation en termes de moyens, garantira l'achat de nouveaux véhicules respectant les normes d'émissions en vigueur et le suivi du marché de manière professionnelle et assurera aux pouvoirs locaux et régionaux bruxellois de bénéficier de prix identiques;

DECIDE:

D'adhérer à la centrale d'achat de l'intercommunale Sibelga en vue de l'acquisition de véhicules à carburants alternatifs, de bornes de recharge et d'outils de gestion de ces bornes au profit des pouvoirs locaux et régionaux de la Région de Bruxelles-Capitale ;

D'approuver le règlement régissant cette centrale d'achat.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

Werken - Wegenis - Toetreding tot de aankoopcentrale van de intercommunale Sibelga met het oog op de aankoop van voertuigen op alternatieve brandstoffen, laadpalen en tools voor het beheer van deze palen, ten voordele van de lokale en gewestelijke overheden van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 juni 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de speciale sectoren;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken;

Gelet op de ordonnantie van 19 juli 2001 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, meer bepaald artikel 24bis;

Gelet op artikelen 2.4.5. tot 2.4.9. van het BWLKE;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 15 mei 2014 betreffende het voorbeeldgedrag van de overheden inzake vervoer en tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 7 april 2011 betreffende de bedrijfsvervoerplannen;

Overwegende dat artikel 2, 6° van de wet van 17 juni 2016 een aankoopcentrale, aanbestedende overheid,

toelaat opdrachten te plaatsen met betrekking tot werken, leveringen en diensten die bestemd zijn voor aanbestedende overheden;

Overwegende artikel 47, §2 van de wet van 17 juni 2016 waarin wordt bepaald dat een aanbestedende overheid die een beroep doet op een aankoopcentrale vrijgesteld is van de verplichting om zelf een gunningsprocedure te organiseren;

Overwegende dat krachtens artikel 47, §4 van de wet van 17 juni 2016, een begunstigde aanbestedende overheid, zonder de procedures toe te passen voorzien door de wet van 17 juni 2016, aan een aankoopcentrale een overheidsopdracht voor diensten mag gunnen voor de levering van gecentraliseerde aankoopactiviteiten; dat die overheidsopdrachten voor diensten eveneens de verrichting van aanvullende aankoopactiviteiten kunnen omvatten;

Overwegende dat een dergelijke aankoopcentrale werd opgericht door de intercommunale Sibelga voor de aankoop van voertuigen op alternatieve brandstoffen, laadpalen en tools voor het beheer van deze palen;

Gelet op het belang voor gemeente Vorst om een beroep te doen op deze aankoopcentrale, die een rationalisering mogelijk zal maken op het vlak van middelen, de aankoop van nieuwe voertuigen in overeenstemming met de geldende emissienormen en het professionele toezicht op de markt zal garanderen en de lokale en gewestelijke Brusselse overheden identieke prijzen zal waarborgen;

BESLIST:

Toe te treden tot de aankoopcentrale van de intercommunale Sibelga met het oog op de aankoop van voertuigen op alternatieve brandstoffen, laadpalen en tools voor het beheer van deze palen, ten voordele van de lokale en gewestelijke overheden van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Het reglement van toepassing op deze aankoopcentrale goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

6 annexes / 6 bijlagen

Marchés publics pour Travaux - Overheidsopdrachten voor werken

15 Marchés Publics - 2015-T-006 - Restauration et rénovation de l'Hôtel Communal de Forest, Phase II: enveloppe intérieure - Approbation d'avenant 5 (Phase III - Combles) - Information.

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 et 123, 5° relatifs aux compétences du collège des bourgmestre et échevins ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieure, notamment l'article 25;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment les articles 38/1 et 38/19 (Travaux/Fournitures/Services complémentaires);

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 19 mars 2020 d'approuver l'avenant 5 (Phase III - Combles) du marché «2015-T-006 - Restauration et rénovation de l'Hôtel Communal de Forest, Phase II: enveloppe intérieure» ;

Considérant que dans le cadre du marché «2015-T-006 - Restauration et rénovation de l'Hôtel Communal de Forest, Phase II: enveloppe intérieure», la motivation de cet avenant 5 est la suivante :

Considérant la nécessité de rassembler sur un seul et unique site la plus grande partie de l'administration afin d'en améliorer le fonctionnement et de permettre de réaliser des économies d'échelle ;

Considérant que les combles du bâtiment ne sont pas actuellement aménagés et qu'ils représentent environ 2.300 m² de surface brute ; que ceux-ci seront aménagés en bureaux pour l'administration ;

Considérant que le Permis d'Urbanisme Unique pour ces travaux a été obtenu le 10 janvier 2020 ;

Considérant que l'aménagement des combles n'a pas été compris ni envisagé dans le marché de travaux 2015-T-006 ayant pour objet « Restauration et rénovation de l'Hôtel Communal de Forest, phase II : enveloppe intérieure » ;

Considérant que pour terminer et réceptionner les installations informatiques qui sont actuellement en cours d'exécution, il faut aménager un local serveur situé dans les combles ; que ce local doit être achevé complètement ; qu'afin de réaliser l'aménagement de ce local, il faut au préalable réaliser des travaux structurels (réalisation d'un plancher désolidarisé au moyen de poutrelles métalliques car la structure actuelle ne permet pas de répondre aux exigences en termes de capacité portante) ;

Considérant qu'afin de réaliser l'aménagement des combles (PHASE III), il faut prolonger toutes les techniques (électricité, informatique, chauffage, eau) et que pour amener ces installations au niveau des combles, il faut utiliser les trémies qui se trouvent dans le volume qui sera affecté partiellement en local serveur ; que dès lors, il faut réaliser cette prolongation et l'acheminement vers le lieu de destination avant l'aménagement du local serveur ;

Considérant que les alimentations techniques (installation électrique, fibre optique, chauffage) qui desservent le niveau +1 doivent se trouver physiquement dans les combles car il n'y a pas d'autre solution technique pour permettre leur intégration performante et respectueuse dans ce bâtiment classé ;

Considérant qu'afin de garantir une compatibilité technique des installations informatiques des

différents niveaux du bâtiment, il est indispensable d'utiliser la même plateforme de gestion et de programmation pour l'ensemble des équipements ; que dès lors il faut confier les travaux informatiques à l'entrepreneur en charge des travaux actuels afin d'assurer l'uniformité et la pérennité de ces installations ;

Considérant que l'installation électrique doit être réalisée en même temps que l'installation informatique vu que les deux installations doivent aboutir dans les futures boîtes de sol ; que dès lors ces installations doivent être réalisées simultanément avec les travaux structurels ; qu'afin de garantir une continuité technique et éviter des frais supplémentaires liés à l'encadrement et la supervision par l'entreprise actuelle des travaux électriques, il est essentiel de les confier à l'entreprise chargée de la réalisation de l'installation informatique ;

Considérant qu'il est indispensable de placer un groupe de froid afin d'éviter la surchauffe de ces bureaux situés sous toiture ; que vu le caractère classé du bâtiment, il n'y a pas d'alternative à l'installation de ce groupe de froid dans le local serveur afin d'assurer son fonctionnement ; que ce groupe de froid fait partie de l'installation de ventilation et de climatisation ; que dès lors il faut mettre en œuvre ce groupe de froid simultanément à l'aménagement du local serveur afin d'éviter tous risques pendant l'exploitation du local serveur ;

Considérant que les groupes de ventilation qui font partie intégrante de l'installation de ventilation doivent être posés sur des plateformes positionnées au-dessus des faux-entraits des fermes en béton ; que dès lors il est indispensable de construire les plateformes avant le placement des installations techniques ; que dès lors les versants des toitures doivent être isolés et équipés d'un freine-vapeur au préalable ; que certaines cloisons à l'extrémité de ces plateformes doivent être construites en même temps afin de garantir la continuité de l'isolation et du freine-vapeur ;

Considérant que l'installation de chauffage du premier étage passe actuellement par le niveau des combles et qu'il n'y a pas d'autre solution technique vu qu'il s'agit d'un bâtiment existant et classé ; que cette installation empêche l'aménagement des espaces et que dès lors il faut l'adapter ; que l'installation de chauffage adaptée doit rejoindre les autres installations posées au sol ou dans le bas des versants des toitures ;

Considérant qu'un des circuits de l'installation de chauffage dessert en même temps les salles de prestige du niveau 0 et +1 ainsi que la future installation des combles (niveau +2) ; qu'il n'est pas possible, par manque de place dans les trémies, de dédoubler la colonne montante au départ de la chaufferie pour créer un circuit dédié aux combles vu qu'il s'agit d'un bâtiment existant et classé ; que dès lors il est indispensable de confier la réalisation de l'installation de chauffage du niveau +2 à l'entrepreneur qui est en charge des travaux actuels afin de garantir la régulation de l'installation de chauffage ;

Considérant que les différentes installations techniques (électricité, informatique, ventilation, eau et chauffage) doivent être réalisées simultanément avec les travaux structurels afin de garantir la cohabitation de la nouvelle structure métallique et les installations techniques existantes (phase II) et futures (phase III) ; qu'il sera indispensable d'adapter les techniques à la structure et vice-versa au cas par cas afin de garantir les niveaux des faux-planchers permettant d'obtenir des hauteurs sous plafonds conformes aux normes ;

Considérant qu'une partie des installations techniques de chauffage et de ventilation doit se trouver dans le bas des versants des toitures et au-dessus de la nouvelle structure posée au sol du niveau +2 (combles) ; que dès lors il est indispensable de réaliser les travaux d'isolation des murs extérieurs et le placement du freine-vapeur avant de réaliser cette partie des installations

techniques ;

Considérant que, dès lors, il est indispensable de confier la réalisation des installations techniques et travaux structurels au même entrepreneur ;

Considérant qu'afin de refaire l'installation électrique des coursives du niveau +1 dans le cadre des travaux en cours, il est indispensable d'enlever l'étanchéité de la toiture le long de la verrière afin d'accéder à la dalle en béton ; que ces deux espaces seront occupés par les nouveaux volumes des bureaux réalisés dans le cadre de l'aménagement du niveau +2 ; que vu la géométrie des toitures, il n'est pas possible d'assurer une étanchéité provisoire ; qu'il n'est pas possible de faire une toiture définitive sur ces espaces et de la déposer dans le cadre de l'aménagement du niveau +2 sans abîmer le nouveau câblage électrique des coursives du niveau +1 ; qu'il est dès lors indispensable d'exécuter le câblage électrique en même temps que les nouveaux volumes du niveau +2 ; qu'en plus, la structure en poutrelles métalliques ne représente qu'environ 6% de la totalité de la nouvelle structure en poutrelles ; qu'il faut des accès spécifiques pour acheminer les poutrelles au niveau +2 ; qu'en conséquence, il est très désavantageux économiquement de faire réaliser les 6% de la nouvelle structure par une autre entreprise ; que dès lors il est indispensable de confier la réalisation des nouveaux volumes à l'entreprise actuelle ;

Vu les interactions techniques entre les travaux de la phase II en cours et la phase III - l'aménagement des combles, il est indispensable de confier les travaux de gros œuvre et la réalisation des installations techniques au même entrepreneur ;

Considérant que l'entrepreneur garantit pendant 10 ans les travaux de stabilité qui s'achèveront respectivement en 2020 (phase II : intérieur) et en 2022 (phase III : combles) et les travaux d'étanchéité qui ont été achevés en partie en 2016 et qui s'achèveront en 2022 ; que les travaux d'aménagement des combles prévus entre 2020 et 2022 interviennent en partie sur les mêmes éléments (structure du bâtiment, toitures, cage d'escalier principale) dans la période de garantie décennale des travaux actuels ; que dès lors, pour maintenir la garantie décennale, il est indispensable de confier les travaux au même entrepreneur ;

Considérant que l'entreprise en charge des travaux actuels donne une garantie de fonctionnement sur les installations techniques qu'elle réalise ; que cette garantie est perdue si une autre entreprise intervient sur ses installations techniques ;

Considérant que l'ensemble des services communaux est délocalisé depuis la mi-2014 dans plusieurs bâtiments, ce qui génère un impact substantiel au niveau des dépenses de fonctionnement (loyers, charges, connexions réseau,) ; que les services communaux ne pourront pas réintégrer l'Hôtel communal avant la fin de ces travaux qui produiront des nuisances importantes en matière de poussière et de bruit ;

Considérant que les travaux de finition feront l'objet d'un marché séparé ;

Considérant que l'offre de l'entreprise Bam Galère pour l'aménagement partiel des combles (Avenant 5) s'élève à 2.768.341,07 € soit à 3.349.692,69 € 21% TVA compris et à 3.500.000,00 € TTC ;

Considérant qu'il convient dès lors d'approuver cette offre à titre de modification du marché en cours au sens de l'article 38/1 de l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, eu égard aux multiples contraintes techniques décrites ci-avant et au risque d'augmentation substantielle des coûts pour la Commune en cas de passation de marchés distincts pour la réalisation de ces différents travaux complémentaires;

Considérant que conformément à l'article 38/19 de l'arrêté royal du 14 janvier 2013 la publication d'un avis relatif à cette modification doit être faite au Journal officiel de l'Union européenne et au Bulletin des adjudications ;

Considérant que le montant total de cet avenant et des avenants précédents déjà approuvés dépasse de 32,18 %, le montant d'attribution, le montant total de la commande après avenants s'élevant à présent à 15.190.130,78 € hors TVA ou 18.380.058,24 € 21% TVA comprise ;

Considérant la grande complexité des travaux et de leurs étapes successives, il est nécessaire d'accorder un délai de 365 jours de calendrier pour la réalisation des travaux précités ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 19 mars 2020 faisant choix d'approuver l'avenant 5 (Phase III - Combles) du marché «2015-T-006 - Restauration et rénovation de l'Hôtel Communal de Forest, Phase II: enveloppe intérieure», pour un montant total en plus de 2.768.341,07 € hors TVA ou 3.349.692,69 €, 21% TVA comprise, **soit 3.500.000 € TTC** et inscrit à l'article 104/723-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2020 et est financé par un emprunt ;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision suivante du Collège des bourgmestre et échevins du 19 mars 2020 faisant choix :

Art. 1 : D'approuver l'avenant 5 (Phase III - Combles) du marché « 2015-T-006 - Restauration et rénovation de l'Hôtel Communal de Forest, Phase II: enveloppe intérieure», pour un montant total en plus de 2.768.341,07 € hors TVA ou 3.349.692,69 €, 21% TVA comprise, **soit 3.500.000 € TTC** et inscrit à l'article 104/723-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2020 et financé la dépense par un emprunt.

Art. 2 : D'approuver la prolongation du délai de 365 jours calendriers.

Art. 3 : De publier un avis relatif à cette modification au Journal officiel de l'Union européenne et au Bulletin des adjudications.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

Overheidsopdrachten - 2015-T-006 - Restauratie en renovatie van het Gemeentehuis van Vorst, Fase II: binnenschil - Goedkeuring van aanhangsel 5 (FASE III - Zolderverdieping) - Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 en 123, 5° betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 25;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 juli 2011 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikelen 38/1 en 38/19 (Werken/Leveringen/Aanvullende diensten);

Gelet op de beslissing van het College van burgemeester en schepenen van 19 maart 2020 om te kiezen voor de goedkeuring van aanhangsel 5 (Fase III - Zolderverdieping) van de opdracht "2015-T-006 - Restauratie en renovatie van het Gemeentehuis van Vorst, Fase II: binnenschil"

Overwegende dat in het kader van de opdracht "2015-T-006 - Restauratie en renovatie van het Gemeentehuis van Vorst, Fase II: binnenschil", de motivering van dit aanhangsel 5 als volgt luidt:

Overwegende de noodzaak om het overgrote deel van het bestuur te verenigen op een enkele site om de werking ervan te verbeteren en schaalvoordelen te realiseren;

Overwegende dat de zolderverdieping van het gebouw momenteel niet ingericht is en dat ze een bruto oppervlakte van ongeveer 2.300 m² vertegenwoordigt; dat ze ingericht zal worden als kantooruimte voor het bestuur;

Overwegende dat de Unieke Stedenbouwkundige Vergunning voor deze werken werd verkregen op 10 januari 2020;

Overwegende dat de inrichting van de zolderverdieping niet begrepen noch overwogen werd in de opdracht voor aanneming van werken 2015-T-006 met als voorwerp "Restauratie en renovatie van het Gemeentehuis van Vorst, fase II: binnenschil";

Overwegende dat er een serverlokaal op de zolderverdieping moet worden ingericht om de momenteel in uitvoering zijnde informatica-installaties af te werken en op te leveren; dat dit lokaal volledig afgewerkt moet zijn; dat om dit lokaal in te richten, er eerst structurele werken moeten worden uitgevoerd (realisatie van een losse plankenvloer door middel van metalen balken want de huidige structuur voldoet niet aan de vereisten op vlak van draagvermogen);

Overwegende dat teneinde de inrichting van de zolderverdieping (FASE III) te realiseren, alle technische voorzieningen (elektriciteit, informatica, verwarming, water) moeten worden verlengd en dat om deze installaties naar de zolderverdieping te brengen, gebruik moet worden gemaakt van de schachten die zich in het volume bevinden dat gedeeltelijk zal worden aangewend als serverlokaal; dat deze verlenging en het brengen naar de plaats van bestemming gerealiseerd moeten worden vóór de inrichting van het serverlokaal;

Overwegende dat de technische voorzieningen (elektriciteitsinstallatie, optische vezel, verwarming) die niveau +1 bedienen, zich fysiek op de zolderverdieping moeten bevinden want er is geen andere technische oplossing voor hun performante en respectvolle integratie in dit geklasseerd gebouw;

Overwegende dat om een technische compatibiliteit van de informatica-installaties op de verschillende verdiepingen van het gebouw te waarborgen, het onontbeerlijk is hetzelfde beheers- en programmeringsplatform te gebruiken voor het geheel van de uitrustingen; dat de informaticawerken bijgevolg toevertrouwd moeten worden aan de ondernemer belast met de huidige werken teneinde de uniformiteit en de duurzaamheid van deze installaties te verzekeren;

Overwegende dat de elektrische installatie gelijktijdig met de informatica-installatie gerealiseerd moet worden aangezien beide installaties moeten eindigen in de toekomstige vloerdozen; dat deze installaties bijgevolg gelijktijdig met de structurele werken gerealiseerd moeten worden; dat teneinde een technische continuïteit te waarborgen en bijkomende kosten te vermijden die verband houden met de omkadering en het toezicht door de huidige onderneming die instaat voor de elektriciteitswerken, het van essentieel belang is ze toe te vertrouwen aan de onderneming belast met de realisatie van de informatica-installatie;

Overwegende dat het noodzakelijk is een koelgroep te plaatsen om de oververhitting van deze kantoren gelegen onder het dak te vermijden; dat gezien het beschermde karakter van het gebouw, er geen alternatief is voor de installatie van deze koelgroep in het serverlokaal om de werking ervan te verzekeren; dat deze koelgroep deel uitmaakt van de installatie van ventilatie en klimaatregeling; dat deze koelgroep bijgevolg gelijktijdig met de inrichting van het serverlokaal in werking gesteld moet worden om alle risico's te vermijden tijdens het gebruik van het serverlokaal;

Overwegende dat de ventilatiegroepen die deel uitmaken van de ventilatie-installatie geplaatst moeten worden op platformen die boven de hanenbalken van de betonnen spanten gepositioneerd zijn; dat het bijgevolg noodzakelijk is de platformen te bouwen vóór de plaatsing van de technische installaties; dat de dakhellingen bijgevolg geïsoleerd moeten worden en vooraf uitgerust met een damprem; dat bepaalde wanden aan de uiteinden van deze platformen gelijktijdig gebouwd moeten worden om de continuïteit van de isolatie en van de damprem te waarborgen;

Overwegende dat de verwarmingsinstallatie van de eerste verdieping momenteel via de zolderverdieping loopt en dat er geen andere technische oplossing is aangezien het gaat om een bestaand en geklasseerd gebouw; dat deze installatie de inrichting van de ruimten verhindert en dat ze dus moet worden aangepast; dat de aangepaste verwarmingsinstallatie verbonden moet worden met de andere installaties geplaatst op de grond of onderaan de dakhellingen;

Overwegende dat één van de circuits van de verwarmingsinstallatie gelijktijdig de prestigezalen op niveau 0 en +1 en ook de toekomstige installatie op de zolderverdieping (niveau +2) bedient ; dat het, door gebrek aan plaats in de schachten, niet mogelijk is de stijgende kolom vanuit het stooklokaal te splitsen om een circuit te creëren dat bestemd is voor de zolderverdieping aangezien het om een bestaand en geklasseerd gebouw gaat; dat het bijgevolg onontbeerlijk is de realisatie van de verwarmingsinstallatie van niveau +2 toe te vertrouwen aan de ondernemer belast met de huidige werkzaamheden teneinde de regulering van de verwarmingsinstallatie te waarborgen;

Overwegende dat de verschillende technische installaties (elektriciteit, informatica, ventilatie, water en verwarming) gelijktijdig met de structurele werken moeten worden gerealiseerd om het samengaan van de nieuwe metalen structuur en de bestaande (fase II) en toekomstige (fase III) technische installaties te waarborgen; dat het noodzakelijk zal zijn om de technieken aan te passen aan de structuur en vice versa geval per geval om de niveaus van de verhoogde vloeren te waarborgen waardoor er plafondhoogten bereikt worden die conform de normen zijn;

Overwegende dat een deel van de technische verwarmings- en ventilatie-installaties zich moet bevinden onderaan de dakhellingen en boven de nieuwe structuur geplaatst op de grond van niveau +2 (zolderverdieping); dat het bijgevolg onontbeerlijk is om de isolatiewerken van de buitenmuren en de plaatsing van de damprem uit te voeren alvorens dit deel van de technische installaties te realiseren;

Overwegende dat het bijgevolg noodzakelijk is de realisatie van de technische installaties en de

structurele werken toe te vertrouwen aan dezelfde ondernemer;

Overwegende dat teneinde de elektriciteitsinstallatie in de gaanderijen van niveau +1 in het kader van de lopende werken te hernieuwen, het noodzakelijk is de waterdichting van het dak langs de glaskoepel te verwijderen om toegang te krijgen tot de betonnen vloerplaat; dat deze twee ruimten ingenomen zullen worden door de nieuwe kantoorvolumes gerealiseerd in het kader van de inrichting van niveau +2; dat het, gezien de geometrie van de daken, niet mogelijk is een voorlopige waterdichting te verzekeren; dat het niet mogelijk is op deze ruimten een definitief dak te bouwen en het te verwijderen in het kader van de inrichting van niveau +2 zonder de nieuwe elektriciteitsbekabeling van de gaanderijen van niveau +1 te beschadigen; dat het bijgevolg noodzakelijk is de elektrische bekabeling gelijktijdig met de nieuwe volumes van niveau +2 uit te voeren; dat de structuur in metalen balken bovendien slechts ongeveer 6% vertegenwoordigt van het totaal van de nieuwe structuur in balken; dat er specifieke toegangen nodig zijn om de balken naar niveau +2 te hijsen; dat het bijgevolg economisch zeer nadelig is om de 6% van de nieuwe structuur te laten uitvoeren door een andere onderneming; dat het bijgevolg noodzakelijk is om de realisatie van de nieuwe volumes toe te vertrouwen aan de huidige onderneming;

Gelet op de technische interacties tussen de lopende werken van fase II en fase III - de inrichting van de zolderverdieping, is het noodzakelijk de ruwbouwwerken en de realisatie van de technische installaties toe te vertrouwen aan dezelfde ondernemer;

Overwegende dat de ondernemer een garantie van 10 jaar biedt voor de stabiliteitswerken die respectievelijk in 2020 (fase II: binnenkant) en in 2022 (fase III: zolderverdieping) zullen worden voltooid en de waterdichtingswerken die gedeeltelijk werden voltooid in 2016 en die zullen worden afgerond in 2022; dat de inrichtingswerken van de zolderverdieping, voorzien tussen 2020 en 2022, gedeeltelijk betrekking hebben op dezelfde onderdelen (structuur van het gebouw, daken, hoofdtrappenhal) en dit tijdens dezelfde tienjarige periode als de huidige werken; dat het bijgevolg, om de tienjarige waarborg te behouden, onontbeerlijk is de opdracht aan dezelfde ondernemer toe te vertrouwen;

Overwegende dat de onderneming belast met de huidige werkzaamheden een werkingsgarantie geeft op de technische installaties die ze realiseert; dat deze garantie verloren is indien een andere onderneming aan haar technische installaties raakt;

Overwegende dat het geheel van de gemeentediensten sinds midden mei 2014 verspreid zit over meerdere gebouwen, wat een aanzienlijke impact heeft op de werkingsuitgaven (huur, lasten, netwerkverbindingen); dat de gemeentediensten niet zullen kunnen terugkeren naar het Gemeentehuis voor het einde van deze werkzaamheden aangezien ze grote overlast op het vlak van stof en lawaai veroorzaken;

Overwegende dat de afwerkingswerken het voorwerp zullen uitmaken van een afzonderlijke opdracht;

Overwegende dat de offerte van de onderneming Bam Galère voor de gedeeltelijke inrichting van de zolderverdieping (Aanhangsel 5) 2.768.341,07 € of 3.349.692,69 € 21% BTW inbegrepen en 3.500.000,00 € alle belastingen inbegrepen bedraagt;

Overwegende dat het bijgevolg aangewezen is deze offerte goed te keuren als wijziging van de lopende opdracht in de zin van artikel 38/1 van het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, gezien de veelvuldige technische beperkingen die hierboven beschreven werden en met gevaar voor een substantiële

verhoging van de kosten voor de Gemeente in geval van gunning van afzonderlijke opdrachten;

Overwegende dat conform artikel 38/19 van het koninklijk besluit van 14 januari 2013 een aankondiging met betrekking tot deze wijziging bekendgemaakt moet worden in het Publicatieblad van de Europese Unie en in het Bulletin der Aanbestedingen;

Overwegende dat het totale bedrag van dit aanhangsel en van de voorgaande reeds goedgekeurde aanhangsels het gunningsbedrag met 32,18 % overschrijdt, waardoor het totaalbedrag van de bestelling na aanhangsels momenteel neerkomt op 15.190.130,78 € excl. BTW of 18.380.058,24 €, 21% BTW inbegrepen;

Overwegende de grote complexiteit van de werken en van hun opeenvolgende stappen is het noodzakelijk een termijn van 365 kalenderdagen toe te kennen voor de uitvoering van de voornoemde werkzaamheden;

Gelet op de beslissing van het College van burgemeester en schepenen van 19 maart 2020 om te kiezen voor de goedkeuring van aanhangsel 5 (Fase III - Zolderverdieping) van de opdracht "2015-T-006 - Restauratie en renovatie van het Gemeentehuis van Vorst, Fase II: binnenschil" voor een totaal bijkomend bedrag van 2.768.341,07 € excl. BTW of 3.349.692,69 €, 21% BTW inbegrepen, **hetzij 3.500.000 € alle belastingen inbegrepen** en ingeschreven op artikel 104/723-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2020 en gefinancierd door een lening;

BESLIST,

Kennis te nemen van de volgende beslissing van het College van burgemeester en schepenen van 19 maart 2020 waarin gekozen werd om:

Art. 1: Goedkeuring te verlenen aan aanhangsel 5 (Fase III - Zolderverdieping) van de opdracht "2015-T-006 - Restauratie en renovatie van het Gemeentehuis van Vorst, Fase II: binnenschil" voor een totaal bijkomend bedrag van 2.768.341,07 € excl. BTW of 3.349.692,69 €, 21% BTW inbegrepen, **hetzij 3.500.000 € alle belastingen inbegrepen** en ingeschreven op artikel 104/723-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2020 en gefinancierd door een lening.

Art. 2: De verlenging van de termijn met 365 kalenderdagen goed te keuren.

Art. 3: Een aankondiging betreffende deze wijziging bekend te maken in het Publicatieblad van de Europese Unie en in het Bulletin der Aanbestedingen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

Monsieur Loewenstein : Puisqu'on n'a pas de commissions préparatoires, je pose ici ma question concernant l'organisation des travaux pendant le confinement ? Est-ce que le chantier est totalement à l'arrêt ? Est-ce que certains travaux continuent à se faire ?

Madame Père : Je vous enverrai le tableau.

De heer Loewenstein: Aangezien we geen voorbereidende commissies hebben, stel ik hier mijn vraag

over de organisatie van het werk tijdens de lockdown? Is de bouwplaats volledig gesloten? Wordt er nog gewerkt?

Mevrouw Père: Ik zal u de tabel zenden.

16 Marchés Publics - 2020-T-005 - Remplacement du gazon synthétique dans l'aire de jeux du Bempt - Approbation des conditions, du mode de passation, des firmes à consulter et de l'attribution - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle loi communale - Information.

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 et 236 relatifs aux compétences du collège des bourgmestre et échevins ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de € 30.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures;

Considérant qu'en application de l'article 6§5 de l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ayant été modifié par l'arrêté royal du 22 juin 2017, les articles ci-énumérés sont rendus applicables au présent marché : 13, 17, 37, 39, 44-47, 50, 51, 61-65, 95 ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment les articles 6, 7, et 124 ;

Considérant qu'une partie du gazon synthétique ainsi que ses sous-couches ont été endommagées et doivent être remplacées ;

Considérant qu'il y a lieu de conclure un marché de remplacement du gazon synthétique dans l'aire de jeux du Bempt;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 26 mars 2020 faisant choix de la procédure par simple facture acceptée comme mode de passation du marché «2020-T-005 - Remplacement du gazon synthétique dans l'aire de jeux du Bempt» pour un montant estimé s'élevant à 5.000,00 € hors TVA ou 6.050,00 €, 21 % TVA comprise, inscrit à l'article 761/721-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2020, où un crédit de 70.000,00€ est disponible pour l'entretien lourd des aires de jeux et financé par un emprunt ;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision suivante du collège des bourgmestres et échevins :

Décision du Collège des bourgmestres et échevins du 26 mars 2020 faisant choix de la procédure par simple facture acceptée préalable comme mode de passation du marché «2020-T-005 - Remplacement du gazon synthétique dans l'aire de jeux du Bempt» pour un montant estimé s'élevant à 5.000,00 € hors TVA ou 6.050,00 €, 21 % TVA comprise, inscrit à l'article 761/721-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2020, où un crédit de 70.000,00€ est disponible pour l'entretien lourd des aires de jeux et financé par un emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

Overheidsopdrachten – 2020-T-005 – Vervanging van het synthetische gras op het speelplein van de Bempt - Goedkeuring van de lastvoorwaarden, van de gunningswijze, van de uit te nodigen firma's en van de gunning - Toepassing van artikel 234, §3 van de Nieuwe Gemeentewet - Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 en 236 betreffende de bevoegdheden van het College van burgemeester en schepenen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten inzonderheid artikel 92 (het geraamde bedrag excl. BTW overschrijdt de drempel van 30.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en latere wijzigingen;

Overwegende dat in toepassing van artikel 6, §5 van het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, gewijzigd bij koninklijk besluit van 22 juni 2017, de volgende artikelen op deze opdracht van toepassing worden: 13, 17, 37, 39, 44-47, 50, 51, 61-65, 95;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikelen 6, 7 en 124;

Overwegende dat een deel van het synthetische gras alsook de onderlagen ervan beschadigd werden en moeten worden vervangen;

Overwegende dat er een opdracht moet worden afgesloten voor de vervanging van het synthetische gras op het speelplein van de Bempt;

Gelet op de beslissing van het College van burgemeester en schepenen van 26 maart 2020 om te kiezen voor de procedure via gewone aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht “2020-T-005 – Vervanging van het synthetische gras op het speelplein van de Bempt” voor een geraamd bedrag van 5.000,00 € excl. BTW of 6.050,00 €, 21 % BTW inbegrepen, ingeschreven op artikel 761/721-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2020, waar een krediet van 70.000,00 € beschikbaar is voor het zware onderhoud van de speelpleinen en gefinancierd door een lening;

BESLIST,

Kennis te nemen van de volgende beslissing van het College van burgemeester en schepenen:

Beslissing van het College van burgemeester en schepenen van 26 maart 2020 om te kiezen voor de procedure via gewone aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht “2020-T-005 – Vervanging van het synthetische gras op het speelplein van de Bempt” voor een geraamd bedrag van 5.000,00 € excl. BTW of 6.050,00 €, 21 % BTW inbegrepen, ingeschreven op artikel 761/721-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2020, waar een krediet van 70.000,00 € beschikbaar is voor het zware onderhoud van de speelpleinen en gefinancierd door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

AFFAIRES COMMUNAUTAIRES FR - GEMEENSCHAPSZAKEN FR

Instruction publique - Openbaar onderwijs

17 Instruction publique – Asbl M.A.R.G.E – Approbation des comptes 2018.

LE CONSEIL,

Vu les articles 117,119 et 123 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu la Loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l’octroi et de l’emploi de certaines subventions ;

Vu la décision du Conseil communal du 21 juin 2016 relative au règlement communal sur l’octroi et l’emploi de certaines subventions ;

Vu la convention entre la Commune et l’asbl M.A.R.G.E, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2010 (CC.24/11/2009) ;

Vu l’article 3 de ladite convention qui stipule : « La Commune attribue à l’asbl, sous réserve de l’approbation de son budget annuel par le Conseil communal, un subside annuel de fonctionnement en numéraire de septante cinq mille euros (75.000 €) indexé chaque année de 2% » ;

Vu le rapport du réviseur d’entreprise « BST sprl » du 20 novembre 2019 se rapportant à la présentation des comptes de l’asbl M.A.R.G.E au 31 décembre 2018 ;

Considérant qu’il ressort du rapport que certains points ont été significativement améliorés par rapport aux exercices précédents ; que de nouvelles pistes de recommandations sont formulées ;

Considérant que depuis le mois de février 2019, un plan d’actions pour le suivi de la gestion de l’asbl M.A.R.G.E a été mis en place par le service de l’Instruction publique et est suivi avec fruits par les organes

de gestion de l'asbl;

Considérant que les comptes de l'asbl tels qu'arrêtés au 31 décembre 2018 se présentent comme suit :

Dépenses : 83.475,07€

Recettes : 86.909,39€

Considérant qu'il y a lieu de procéder à l'approbation des comptes de l'asbl ;

DECIDE :

D'émettre un avis favorable à l'approbation des comptes 2018 de l'asbl M.A.R.G.E, tels que joints en annexe.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 24 votes positifs, 8 votes négatifs, 3 abstentions.

Non : Laurent Hacken, Cédric Pierre, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Christophe Borcy, Valérie Michaux, Alexander Billiet, Samir Ahrouch, Yves Roland.

Abstentions : Stéphanie Koplowicz, Simon De Beer, Nabil Boukili.

Openbaar onderwijs – Vzw M.A.R.G.E - Goedkeuring van de rekeningen 2018.

DE RAAD,

Gelet op artikelen 117, 119 en 123 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 21 juni 2016 betreffende het gemeentereglement op de toekenning en aanwending van sommige toelagen;

Gelet op de overeenkomst tussen de Gemeente Vorst en de vzw M.A.R.G.E, in werking getreden op 1 januari 2010 (G.R. 24/11/2009);

Gelet op artikel 3 van voormelde overeenkomst, dat het volgende bepaalt: "De Gemeente kent aan de vzw, onder voorbehoud van de goedkeuring van haar jaarlijkse begroting door de Gemeenteraad, een jaarlijkse werkingsubsidie toe voor een bedrag van vijfenzeventigduizend euro (75.000 €) dat elk jaar geïndexeerd wordt met 2%";

Gelet op het verslag van de bedrijfsrevisor "BST bvba" van 20 november 2019 dat betrekking heeft op de voorlegging van de rekeningen van de vzw M.A.R.G.E op 31 december 2018;

Overwegende dat uit het verslag blijkt dat bepaalde punten aanzienlijk verbeterd zijn ten opzichte van de vorige dienstjaren; dat er nieuwe aanbevelingen worden geformuleerd;

Overwegende dat er sinds de maand februari 2019 door de dienst Openbaar Onderwijs een actieplan werd opgezet voor de opvolging van het beheer van de vzw M.A.R.G.E en dat dit actieplan goed wordt opgevolgd door de beheersorganen van de vzw;

Overwegende dat de rekeningen van de vzw zoals vastgesteld op 31 december 2018 er als volgt uitzien:

Uitgaven: 83.475,07€

Ontvangsten: 86.909,39€

Overwegende dat het aangewezen is over te gaan tot de goedkeuring van de rekeningen van de vzw;

BESLIST,

Een gunstig advies uit te brengen voor de goedkeuring van de rekeningen 2018 van de vzw M.A.R.G.E, zoals toegevoegd in de bijlage.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 24 positieve stemmen, 8 negatieve stemmen, 3 onthoudingen.

Nee : Laurent Hacken, Cédric Pierre, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Christophe Borcy, Valérie Michaux, Alexander Billiet, Samir Ahrouch, Yves Roland.

Onthoudingen : Stéphanie Koplowicz, Simon De Beer, Nabil Boukili.

Monsieur Hacken : Le rôle d'intermédiaire de cette Asbl pose question. Sur 11 marchés réalisés, trois étaient illégaux.

Madame De Ridder explique que cette Asbl a toute sa raison d'être et dit qu'il y a une nette amélioration au niveau du respect de la loi sur les marchés publics.

Monsieur Pierre-De Permentier est d'avis que ces marchés peuvent parfaitement être réalisés par les services communaux qui ont toute l'expertise pour le faire.

De heer Hacken: De rol van deze vzw als tussenschakel roept vragen op. Van de 11 uitgevoerde opdrachten waren er drie onwettig.

Mevrouw De Ridder legt uit dat deze vzw haar bestaansreden heeft en zegt dat er een duidelijke verbetering is op het vlak van de naleving van de wet op de overheidsopdrachten.

De heer Pierre-De Permentier is van mening dat deze opdrachten perfect kunnen worden uitgevoerd door de gemeentediensten, die daarvoor over expertise beschikken.

1 annexe / 1 bijlage

TRAVAUX PUBLICS - OPENBARE WERKEN

Propriétés communales et Logement - Gemeentelijke Eigendommen en Huisvesting

- 18 **Logement – Marché pour la création d'une régie communale autonome en vue de la gestion d'une partie du patrimoine immobilier de la Commune de Forest - Approbation des conditions, du mode de passation, des firmes à consulter – Application de l'article 234 §3 NLC – Information.**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 234 §3 relatif aux compétences du collège des bourgmestre et échevins ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de € 30.000,00) ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'ordonnance de la Région de Bruxelles capitale du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90 1° ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que pour la création de la RCA il convient d'établir :

- un ruling afin de s'assurer que les modalités d'exercice des activités de la RCA lui permettront de facturer ses services avec TVA et de récupérer la TVA sur investissements en cours d'amortissement ;
- les documents prévus par l'ordonnance susvisée permettant la création de la RCA en tant que telle notamment le projet d'entreprise de la RCA et le contrat de gestion entre la RCA et la Commune ;
- un bilan d'ouverture de la RCA;

Considérant que le cahier des charges du marché 2016-S-037 prévoyait la création d'une régie foncière mais qu'au vu des conclusions de l'étude de faisabilité, il est nécessaire de créer concomitamment deux structures, soit une RCO et une RCA ;

Considérant que l'affermissement de la tranche conditionnelle consiste à créer la RCO et qu'il y a lieu de passer un marché relatif à la création d'une RCA ;

Considérant que le montant estimé du marché pour la création d'une RCA s'élève à 16.000 € HTVA , 19.360 € TVAC ;

Considérant que compte tenu de l'ampleur financière du projet de création d'une RCA, à savoir l'estimation de 19.360 € TVAC, l'approbation par le biais d'avenant ne peut pas envisagée en raison du dépassement du seuil de 50% prévu à l'article 38/1 de l'arrêté royal du 14 janvier 2013 ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par simple facture acceptée ;

Considérant que le marché initial "Etude sur la faisabilité de la création d'une régie foncière pour la gestion du patrimoine immobilier de la Commune de Forest", n'a pas prévu le transfert des droits intellectuels de l'étude réalisée de ses auteurs au pouvoir adjudicateur ; que nombre d'éléments présents

dans les différents rapports établis par le bureau d'études sont soumis à ces droits ;

Considérant que le projet de réalisation d'une RCA doit impérativement se baser sur les rapports intermédiaire et final de l'étude pour pouvoir l'établir sans devoir recommencer les analyses préliminaires et liminaires; que dès lors seul le bureau ayant réalisé ces études peut poursuivre le montage juridique et financier de la RCA et ce d'autant plus qu'il réalise déjà le montage juridique et financier de la RCO;

Considérant dès lors qu'il y a lieu de procéder au lancement d'un marché en exclusivité en consultant un seul opérateur économique dans le cadre de la procédure sur simple facture acceptée, à savoir Association momentanée Alternative TVA, Aurélie Soldai et T& B, Chaussée de Louvain 433 à 1380 Lasne ;

Considérant que l'offre y afférente a été reçue en date du 24 septembre 2019 et le montant de l'offre contrôlé s'élève à 16 000 € hors TVA et 19 360 € TVAC;

Considérant que l'offre est conforme et régulière ;

Considérant qu'il est proposé d'attribuer le marché à la société Association momentanée Alternative TVA, Aurélie Soldai et T& B, Chaussée de Louvain 433 à 1380 Lasne pour le montant d'offre contrôlé de 16 000 € HTVA, soit de 19 360 € TVAC;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit à l'article 922/747-60/39 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2019;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 5 décembre 2019 relative à l'approbation des conditions, du mode de passation, des firmes à consulter et de l'attribution du marché pour la création d'une régie communale autonome en vue de la gestion d'une partie du patrimoine immobilier de la Commune de Forest; le montant de l'estimation s'élevant à 19 360 € TVAC, inscrit à l'article 922/747-60/39 du service extraordinaire de l'exercice 2019 et financé par un emprunt;

DECIDE :

De prendre connaissance de la décision du collège des bourgmestre et échevins en séance du 5 décembre 2019, décidant d'approuver le lancement du marché de service par facture acceptée sur base de l'article 92 de la loi du 17 juin 2016 pour la création d'une régie communale autonome, le montant estimé du marché qui s'élève à 16.000 € HTVA soit 19.360 € TVAC, l'inscription de ce montant à l'article 922/747-60/39-2019 du service extraordinaire, et son financement par un emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 33 votes positifs, 2 abstentions.

Abstentions : Laurent Hacken, Samir Ahrouch.

Huisvesting – Opdracht voor de oprichting van een autonoom gemeentebedrijf met het oog op het beheer van een deel van het vastgoedpatrimonium van de Gemeente Vorst - Goedkeuring van de lastvoorwaarden, van de gunningswijze en van de te raadplegen firma's – Toepassing van artikel 234 §3 NGW – Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 234, §3 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 92 (het geraamde bedrag excl. BTW is lager dan de drempel van 30.000,00 €);

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, 1°;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Overwegende dat voor de oprichting van het AGB het aangewezen is de volgende elementen neer te leggen:

- een ruling om zich ervan te verzekeren dat de modaliteiten van uitoefening van de activiteiten van het AGB het in staat stellen zijn diensten te factureren met BTW en de BTW te recupereren op investeringen met lopende afschrijvingen;
- de documenten voorzien door de bovengenoemde ordonnantie die het mogelijk maken het AGB als zodanig op te richten, met name het ondernemingsproject van het AGB en het beheerscontract tussen het AGB en de Gemeente;
- een openingsbalans van het AGB;

Overwegende dat het bestek van de opdracht 2016-S-037 voorzag in de oprichting van een grondregie maar dat in het licht van de conclusies van de haalbaarheidsstudie het noodzakelijk is om tegelijkertijd twee structuren op te richten, namelijk een GGB en een AGB;

Overwegende dat de bevestiging van de voorwaardelijke schijf erin bestaat het GGB op te richten en dat het noodzakelijk is om een opdracht betreffende de oprichting van een AGB te gunnen;

Overwegende dat de raming van de opdracht voor de oprichting van een AGB 16.000 € excl. BTW of 19.360 € incl. BTW bedraagt;

Overwegende dat rekening houdend met de financiële omvang van het project van oprichting van een AGB, namelijk de raming van 19.360 € incl. BTW, de goedkeuring door middel van aanhangsel niet kan worden overwogen omwille van de overschrijding van de drempel van 50% voorzien in artikel 38/1 van het koninklijk besluit van 14 januari 2013;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen via gewone aanvaarde factuur;

Overwegende dat de aanvankelijke opdracht "Haalbaarheidsstudie aangaande de oprichting van een grondregie voor het beheer van het vastgoedpatrimonium van de Gemeente Vorst" niet heeft voorzien in de overdracht aan de aanbestedende overheid van de intellectuele rechten van de studie uitgevoerd door de auteurs; dat heel wat elementen aanwezig in de verschillende verslagen opgesteld door het studie bureau onderworpen zijn aan deze rechten;

Overwegende dat het project voor het opzetten van een AGB verplicht gebaseerd moet zijn op de tussentijdse en eindverslagen van de studie om het te kunnen opmaken zonder de voorafgaande en inleidende analyses te moeten herbeginnen; dat bijgevolg alleen het bureau dat deze studies heeft uitgevoerd de juridische en financiële onderbouw van het AGB kan verderzetten en dit, des te meer daar het reeds de juridische en financiële onderbouw van het GGB uitvoert;

Overwegende dat het bijgevolg aangewezen is over te gaan tot de lancering van een exclusieve opdracht door één enkele ondernemer te raadplegen in het kader van de procedure via gewone aanvaarde factuur, namelijk de Tijdelijke vereniging Alternative TVA, Aurélie Soldai et T& B, Chaussée de Louvain 433 te 1380 Lasne;

Overwegende dat de desbetreffende offerte werd ontvangen op 24 september 2019 en dat het gecontroleerde offertebedrag 16.000 € excl. BTW of 19.360 € incl. BTW bedraagt;

Overwegende dat de offerte conform en regelmatig is;

Overwegende dat voorgesteld wordt om de opdracht te gunnen aan de vennootschap Tijdelijke vereniging Alternative TVA, Aurélie Soldai et T& B, Chaussée de Louvain 433 te 1380 Lasne voor het gecontroleerde offertebedrag van 16.000 € excl. BTW of 19.360 € incl. BTW;

Overwegende dat het krediet voor deze uitgave ingeschreven is op artikel 922/747-60/39 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2019;

Gelet op de beslissing van het College van burgemeester en schepenen van 5 december 2019 betreffende de goedkeuring van de lastvoorwaarden, van de gunningswijze, van de te raadplegen firma's en van de gunning van de opdracht voor de oprichting van een autonoom gemeentebedrijf met het oog op het beheer van een deel van het vastgoedpatrimonium van de Gemeente Vorst; de raming bedraagt 19.360 € incl. BTW, is ingeschreven op artikel 922/747-60/39 van de buitengewone dienst van het dienstjaar 2019 en wordt gefinancierd door een lening;

BESLIST:

Kennis te nemen van de beslissing van het College van burgemeester en schepenen in zitting van 5 december 2019, waarin beslist werd goedkeuring te verlenen aan de lancering van de opdracht voor diensten via aanvaarde factuur op basis van artikel 92 van de wet van 17 juni 2016 voor de oprichting van een autonoom gemeentebedrijf, aan de raming van de opdracht die 16.000 € excl. BTW of 19.360 € incl. BTW bedraagt, aan de inschrijving van dit bedrag op artikel 922/747-60/39-2019 van de buitengewone dienst, en zijn financiering door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
35 stemmers : 33 positieve stemmen, 2 onthoudingen.
Onthoudingen : Laurent Hacken, Samir Ahrouch.

Monsieur Loewenstein :

C'est ici une prise pour information mais un tel point, un tel dossier eut mérité plus de considération et davantage d'informations à l'attention des membres du conseil communal. On parle ici d'un marché pour la création d'une régie communale autonome. Ce n'est pas rien. Il serait utile de bénéficier d'une présentation détaillée du projet.

Je vous poserai déjà ici plusieurs questions, questions qui démontrent que ce point n'est pas anodin et aura des implications importantes pour la commune :

- Selon l'ordonnance du 5 juillet 2018, « La Régie Communale Autonome est une structure à personnalité juridique propre, chargée de gérer une ou plusieurs activités à caractère industriel ou commercial relevant de l'intérêt communal... ». Pour ce qui est de Forest, de quelles activités s'agit-il plus précisément ? Qu'est-ce qui motive à créer une telle structure ?
- Quels sont les biens immobiliers communaux qui y seront intégrés ?
- L'intention est-elle de céder ces biens communaux sans aucune réserve ? Si réserves il y a, lesquelles ?

Pour information, à ce jour, seules 4 régies communales autonomes ont été constituées (Etterbeek, Koekelberg, Saint-Josse et Jette) et toutes sont déficitaires... Quelles garanties apportez-vous que ce projet de régie forestoise ne sera pas déficitaire ?

Monsieur Hacken : Pouvez-vous m'expliquer la différence entre un régie ordinaire et une régie autonome ?

Madame Koplowicz : Je suis également preneuse de plus d'informations.

Madame De Ridder : En décembre 2016, l'étude de faisabilité a été lancée. En septembre 2017, le collège a demandé l'analyse et l'étude de faisabilité.

En juillet 2019, le collège a marqué un accord de principe sur les deux entités : régie communale autonome et régie communale ordinaire.

La différence fondamentale est que la régie autonome peut aussi gérer les infrastructure sportives et culturelles, l'ordinaire ne concerne que du logement.

De heer Loewenstein:

Dit punt is hier enkel ter informatie, maar zo'n dossier had meer aandacht en meer informatie voor de leden van de gemeenteraad verdiend. We hebben het hier over een opdracht voor de creatie van een autonoom gemeenbedrijf. Dat is niet niks. Het zou nuttig zijn om een gedetailleerde presentatie van het project te krijgen.

Ik zal u hier al enkele vragen stellen, vragen waaruit blijkt dat dit punt niet onbelangrijk is en belangrijke gevolgen heeft voor de gemeente:

- Volgens de ordonnantie van 5 juli 2018 is een gemeentebedrijf “*een structuur die beschikt over rechtspersoonlijkheid en (...) belast is met het beheer van één of meerdere activiteiten van industriële of commerciële aard die voor de gemeente van belang zijn, ...*” Wat Vorst betreft, welke activiteiten zijn dat precies? Waarom wordt er een dergelijke structuur opgezet?
- Welke zijn de gemeentelijke onroerende goederen die erin zullen worden opgenomen?
- Is het de bedoeling om deze gemeente-eigendommen zonder enig voorbehoud af te staan? Als er voorbehoud is, welk is dat dan?

Ter informatie: tot op heden zijn er slechts 4 autonome gemeentebedrijven opgericht (Etterbeek, Koekelberg, Sint-Joost en Jette) en die vertonen allemaal tekorten ... Welke garanties geeft u dat het Vorstse plan geen tekort zal hebben?

De heer Hacken: Kan u me het verschil tussen een gewoon en een autonoom gemeentebedrijf uitleggen?

Mevrouw Koplowicz: Ik zou ook graag meer informatie krijgen.

Mevrouw De Ridder: In december 2016 werd er een haalbaarheidsstudie uitgevoerd. In september 2017 vroeg het College naar de haalbaarheidsstudie en de analyse.

In juli 2019 heeft het College een principeakkoord bereikt over de twee entiteiten: autonoom gemeentebedrijf en gewoon gemeentebedrijf.

Het fundamentele verschil is dat het autonome bedrijf ook de sport- en culturele infrastructuur kan beheren, terwijl het gewone bedrijf alleen betrekking heeft op huisvesting.

AFFAIRES COMMUNAUTAIRES NL - GEMEENSCHAPSZAKEN NL

Culture NL - Cultuur NL

19 Affaires communautaires - Culture néerlandophone - Convention entre la Commune de Forest et GC Ten Weyngaert 2020-2025 - Approbation.

LE CONSEIL,

Vu le Décret du Gouvernement flamand concernant la stimulation d'une politique culturelle locale qualitative, dd 13 juillet 2001, modifié par les décrets du 5 juillet 2002, 20 décembre 2002, 21 mars 2003, 24 décembre 2004, 23 décembre 2005, 30 juin 2006, 13 juillet 2007 et du 6 juillet 2012;

Vu l'Arrêté du Gouvernement flamand dd 11 janvier 2002 relatif à l'exécution du Décret concernant la stimulation d'une politique culturelle locale qualitative du 13 juillet 2001, modifiée par les arrêtés du 28 mai 2004, 11 juin 2004, 8 septembre 2006, 15 septembre 2006, 7 décembre 2007 et du 26 octobre 2012;

Vu l'approbation du Conseil dd 12 novembre 2019 concernant la convention relatif à la réalisation de la politique culturelle locale néerlandophone, entre la Commune de Forest et la Vlaamse Gemeenschapscommissie (VGC) pour la période 2020-2025;

Considérant que l'article 7 de la convention susmentionné stipule la nécessité d'une convention relatif à la mise à disposition de l'infrastructure culturelle entre la Commune de Forest et GC Ten Weyngaert;

Vu la Nouvelle Loi Communale;

DECIDE:

D'approuver la convention annexée relative à la mise à disposition de l'infrastructure culturelle entre la Commune de Forest et GC Ten Weyngaert, Rue des Alliés 52, 1190 Forest et représenté par le président Jan De Loof, pour la période 2020-2025;

De transmettre une copie de cette approbation pour information à la Vlaamse Gemeenschapscommissie.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 26 votes positifs, 9 abstentions.

Abstentions : Marc Loewenstein, Cédric Pierre, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Christophe Borcy, Valérie Michaux, Alexander Billiet, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer, Yves Roland.

Gemeenschapszaken - Nederlandstalige cultuur - Afsprakennota tussen de Gemeente Vorst en Gemeenschapscentrum Ten Weyngaert 2020-2025 - Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op het Decreet van de Vlaamse regering met betrekking tot het stimuleren van een kwalitatief en integraal lokaal cultuurbeleid van 13 juli 2001, gewijzigd bij de decreten van 5 juli 2002, 20 december 2002, 21 maart 2003, 24 december 2004, 23 december 2005, 30 juni 2006, 13 juli 2007 en 6 juli 2012;

Gelet op het Besluit van de Vlaamse regering van 11 januari 2002 ter uitvoering van het Decreet met betrekking tot het stimuleren van een kwalitatief en integraal lokaal cultuurbeleid van 13 juli 2001, gewijzigd bij de besluiten van 28 mei 2004, 11 juni 2004, 8 september 2006, 15 september 2006, 7 december 2007 en 26 oktober 2012;

Gelet op de goedkeuring door de Gemeenteraad dd 12 november 2019 met betrekking tot de overeenkomst over de uitvoering van het Nederlandstalig lokaal cultuurbeleid tussen de Gemeente Vorst en de Vlaamse Gemeenschapscommissie (VGC) voor de periode 2020-2025;

Overwegende dat artikel 7 in de hogervermelde overeenkomst stipuleert dat een afsprakennota dient te worden opgesteld met betrekking tot de terbeschikkingstelling van culturele infrastructuur tussen de Gemeente Vorst en GC Ten Weyngaert;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST:

Goedkeuring te verlenen aan de bijgesloten afsprakennota met betrekking tot de terbeschikkingstelling van culturele infrastructuur tussen de Gemeente Vorst en GC Ten Weyngaert, gevestigd in de Bondgenotenstraat 52, 1190 Vorst en vertegenwoordigd door voorzitter Jan de Loof, voor de periode 2020-2025;

Deze beslissing en een kopie van de afsprakennota ter informatie te bezorgen aan de Vlaamse Gemeenschapscommissie.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 26 positieve stemmen, 9 onthoudingen.

Onthoudingen : Marc Loewenstein, Cédric Pierre, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Christophe Borcy, Valérie Michaux, Alexander Billiet, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer, Yves Roland.

Monsieur Loewenstein :

Il s'agit ici d'une convention entre commune et Ten Weyngaert, c'est très bien, mais la convention en annexe qu'on nous demande d'approuver n'est communiquée qu'en néerlandais. Ce point n'est donc pas valablement déposé et il me semblerait raisonnable de le reporter d'autant qu'il n'y aura pas beaucoup d'occupation d'ici au mois de mai.

Nous ne sommes pas contre cette convention, mais si vous voulez absolument faire passer cette

délibération alors qu'elle n'est pas légale, c'est votre choix, nous nous abstiendrons.

De heer Loewenstein:

Het gaat hier om een overeenkomst tussen de gemeente en Ten Weyngaert - allemaal goed en wel - maar de aangehechte overeenkomst die ons wordt gevraagd goed te keuren is alleen in het Nederlands beschikbaar. Dit punt is dus niet geldig ingediend en ik denk dat het redelijk zou zijn om het uit te stellen, vooral omdat er tussen nu en mei niet veel te gebeuren staat.

Wij zijn niet tegen deze overeenkomst, maar als u deze beraadslaging erdoor wilt drukken terwijl ze niet wettelijk is, dan is dat uw keuze, maar dan onthouden wij ons bij de stemming.

2 annexes / 2 bijlagen

AFFAIRES GÉNÉRALES - ALGEMENE ZAKEN

Secrétariat - Secretariaat

- 20 **Secrétariat - Sanctions administratives communales – Ordonnance de Police du Bourgmestre du 17 avril 2020 - Mise en œuvre de l'article 1er de l'Arrêté royal du 6 avril 2020 - Lutte contre le Covid 19 – Prise de connaissance. (Ajouté en séance)**

LE CONSEIL,

Vu l'ordonnance de Police du Bourgmestre du 17 avril 2020, jointe en annexe;

Vu l'article 134 § 1 de la Nouvelle Loi Communale;

DECIDE :

De confirmer l'ordonnance de Police du Bourgmestre du 17 avril 2020, jointe en annexe, dans le cadre de la lutte contre le Covid 19.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 32 votes positifs, 3 abstentions.

Abstentions : Stéphanie Kopolwicz, Simon De Beer, Nabil Boukili.

Secretariaat - Gemeentelijke administratieve sancties – Politieverordening van de Burgemeester van 17 april 2020 – Uitvoering van artikel 1 van het Koninklijk besluit van 6 april 2020 – Strijd tegen Covid 19 – Kennisneming. (Toegevoegd tijdens de zitting)

DE RAAD,

Gelet op de politieverordening van de Burgemeester van 17 april 2020, opgenomen in bijlage;

Gelet op artikel 134 § 1 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST:

De Politieverordening van de burgemeester van 17 april 2020 betreffende de strijd tegen Covid 19, bijgevoegd als bijlage, te bevestigen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 32 positieve stemmen, 3 onthoudingen.

Onthoudingen : Stéphanie Koplowitz, Simon De Beer, Nabil Boukili.

Le groupe PTB s'abstient car il est contre le principe des sanctions administratives, même s'il est conscient que dans certaines circonstances il est important de pouvoir infliger des sanctions.

De PTB-fractie onthoudt zich omdat zij tegen het beginsel van administratieve sancties is, ook al is zij zich ervan bewust dat het in bepaalde omstandigheden belangrijk is om sancties te kunnen opleggen.

1 annexe / 1 bijlage

Levée de la séance à 23:00
Opheffing van de zitting om 23:00

Par le Collège :
La Secrétaire,
Vanwege het College :
De Secretaris,

Le Président,
De Voorzitter,

Betty Moens

Séverine De Laveleye